



Président : M. INSANALLY
(Guyana)

La séance est ouverte à 10 h 30.

Point 33 de l'ordre du jour

Question de la représentation équitable du Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres

Rapport du Secrétaire général (A/48/264 et Add.1, Add.2 et Add.2/Corr.1, Add.3 et Add.4)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais proposer de clore aujourd'hui à midi la liste des orateurs pour le débat sur ce point de l'ordre du jour. Si je n'entends pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je demande donc aux représentants qui souhaitent participer au débat d'inscrire leur nom sur la liste dès que possible.

M. Shaheed (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) :

Puisque l'ancien ordre mondial a pris fin, la gestion de cet ancien ordre devrait également cesser. S'il existe réellement un nouvel ordre mondial, celui-ci a donc besoin d'une nouvelle gestion. Le Conseil de sécurité, dans sa composition actuelle, ne reflète plus les réalités de la situation internationale. Il reflète plutôt les réalités de la situation internationale qui prévalait à la fin de la seconde guerre mondiale. Or, le monde d'aujourd'hui n'est plus ce monde qui existait entre la fin de la seconde guerre mondiale et la

fin de la guerre froide; il a beaucoup changé. L'ONU elle-même a changé. Le nombre de ses Membres est quatre fois supérieur à ce qu'il était lors de la création de l'Organisation.

C'est pour cette raison que de nombreux orateurs, lors de leur intervention durant le débat général tenu au début de la présente session, ont parlé de la nécessité de réexaminer la composition du Conseil de sécurité afin de permettre au Conseil de jouer un rôle décisif correspondant au mandat qui lui a été conféré en vertu de la Charte des Nations Unies. Pour atteindre cet objectif, une augmentation équitable du nombre des membres du Conseil de sécurité s'impose ainsi qu'un réexamen exhaustif des procédures que suit le Conseil et de son processus de prise de décisions.

Le Ministre des affaires étrangères de mon pays a affirmé, au début de la session, que :

“A cet égard, nous ne voyons pas de meilleur cadre que les Nations Unies pour favoriser le dialogue et la coopération sur le plan international. Ce dialogue ne peut avoir de résultats positifs et fructueux qui soient dans l'intérêt de tous que si l'on procède à des réformes démocratiques au sein de l'Organisation qui aient pour effet de restructurer le processus de prise de décisions afin qu'il reflète les vues de la majorité. Il est inconcevable, par exemple, de permettre que les mécanismes des Nations Unies soient parfois manipulés aux fins d'une ingérence dans les affaires intérieures des Etats sous un prétexte ou un autre, avant que les Etats Membres eux-mêmes aient eu la possibilité de mettre en place les réformes nécessaires à une restructuration de l'organisation internationale qui garantirait une représentation équitable au sein de ses organes principaux et éviterait que les questions d'importance vitale pour les Etats Membres soient abordées sélectivement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178A, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

Lorsque le résultat d'un vote enregistré ou d'un vote par appel nominal est suivi d'un astérisque, voir l'annexe au procès-verbal.

Distr. GENERALE

A/48/PV.61

3 décembre 1993

FRANCAIS

et selon un double critère.” (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, séances plénières, 14e séance, p. 18*)

Un élargissement du Conseil de sécurité accroîtrait son efficacité et lui permettrait de mieux s'acquitter de ses principales responsabilités en vertu de la Charte, soit le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il permettrait aussi au Conseil de mener, d'une manière équitable et juste, des débats plus démocratiques et plus significatifs sur des questions importantes et ferait en sorte que les résolutions adoptées par le Conseil expriment véritablement la volonté de la communauté internationale, renforçant ainsi la légitimité de ses décisions et en favorisent l'acceptation.

Il ne fait aucun doute qu'une augmentation équitable du nombre des membres du Conseil de sécurité, dont le travail a été entravé en général par les mesures prises par les membres permanents au cours des dernières décennies, non seulement ne gênerait nullement le travail du Conseil et n'amoincirait en rien son efficacité, mais le mettrait plutôt mieux à même de refléter les préoccupations des Etats Membres. L'Organisation regroupe actuellement 184 Etats, dont la plupart sont des pays en développement qui ont la volonté et la capacité de participer au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans le cadre des activités de maintien de la paix et des autres activités de l'ONU. C'est pour cette raison qu'ils devraient avoir accès au statut de membre permanent du Conseil de sécurité. Cela pourrait prendre la forme de l'ajout d'un membre permanent représentant chacune des régions en développement. Par exemple, un siège de membre permanent du Conseil, avec tous les pouvoirs afférents, pourrait être donné au Groupe des Etats arabes. Ce siège serait attribué par rotation selon un processus pouvant être déterminé dans le cadre du Groupe des Etats arabes. L'attribution d'un siège de membre permanent au Groupe des Etats arabes permettra certainement aux pays arabes de jouer un rôle qui contribuerait efficacement au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité, dans sa composition actuelle, continue d'être un des organes les moins démocratiquement représentatifs de l'ONU. Cela provient de la répartition géographique inégale au sein du Conseil et de l'exercice, par ses membres permanents, du droit de veto, qui est anachronique en soi. Il est aussi non démocratique et contraire au principe fondamental des droits et obligations égaux pour tous les Membres de l'ONU. C'est pour cette raison que le Mouvement des pays non alignés a continué de souligner la nécessité de démocratiser les relations internationales, soit, en d'autres termes, d'assurer une plus grande participation au processus de prise de décisions.

Par conséquent, ma délégation estime qu'une attention doit être accordée à la restructuration du Conseil de sécurité et qu'une telle restructuration ne doit pas être limitée, cette fois-ci, à une augmentation équitable du nombre des membres du Conseil, mais qu'elle doit inclure un réexamen exhaustif des procédures suivies par le Conseil et du processus de prise de décisions.

Le droit de veto a été institué en réponse à des réalités et à des situations qui ne sont plus d'actualité. Certaines délégations sont d'avis que le veto est pratiquement aboli, n'ayant pas été exercé récemment en dépit des nombreuses crises internationales contemporaines. Toutefois, le fait qu'il n'a pas été exercé récemment ne garantit pas qu'il ne le sera plus à l'avenir. Par conséquent, nous devons abolir si possible le droit de veto ou, au moins, en restreindre l'usage, surtout si on tient compte du fait que, depuis la création du Conseil, le droit de veto a été exercé dans le but d'imposer des solutions qui reflétaient les intérêts des membres permanents du Conseil de sécurité. Cela a constitué un obstacle fondamental à l'accomplissement du rôle primordial du Conseil, qui est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans ce contexte, nous nous devons de mentionner les efforts faits par certains membres permanents du Conseil de sécurité pour élargir la portée des tâches et des activités du Conseil d'une façon qui dépasse les dispositions de la Charte et empiète même parfois sur les mandats d'autres organismes des Nations Unies. Ceci a remis en cause, dans certains cas, la légalité des mesures prises par lui. De plus, d'aucuns ont le sentiment que le Conseil tend à agir avec célérité lorsqu'il traite de questions qui touchent les intérêts directs de ses membres permanents. C'est pourquoi il nous faut souligner ici la nécessité que le rôle du Conseil soit conforme à son mandat précisé par la Charte afin qu'il n'y ait pas de transgression sur la compétence et l'autorité de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires.

Les procédures du Conseil de sécurité et ses relations avec les autres organes sont restées inchangées dans la pratique depuis la création du Conseil, il y a près d'un demi-siècle. Le Conseil continue d'agir en fonction d'un statut intérieur provisoire qui règle ses procédures; nous pensons qu'il est temps d'adopter un statut intérieur permanent. De même, les procédures du Conseil à l'heure actuelle dépendent largement des cinq membres permanents qui tentent apparemment, d'une manière ou d'une autre, de dominer le Conseil et les consultations officieuses à huis clos, qui sont devenues la pratique courante et quotidienne du Conseil, presque un rituel.

Ces consultations privent les Etats non membres du Conseil de participer aux délibérations nécessaires qui mènent à la prise de décisions. De même, la manière actuelle dont on annonce les réunions du Conseil rend difficile pour les Etats non membres d'assister à ces réunions, notamment celles qui ont lieu à la suite de consultations officieuses. A cet égard, il convient de mentionner que le Conseil de sécurité n'a commencé que depuis quelques jours seulement à annoncer son ordre du jour dans le *Journal des Nations Unies*, à l'instar de ce que fait l'Assemblée générale.

Il ressort de ce qui précède que les travaux du Conseil de sécurité manquent un tant soit peu de transparence. Etant donné que la couverture par les médias des activités du Conseil est très importante pour expliquer l'activité de l'ONU à l'opinion publique mondiale, nous pensons que la nomination d'un porte-parole du Conseil de sécurité est susceptible de faciliter cette couverture. Une plus grande transparence de ses activités augmenterait certainement la crédibilité du Conseil.

Le Conseil pourrait aussi nommer un rapporteur spécial pour consolider ses relations avec l'Assemblée générale; le rôle de l'Assemblée vis-à-vis du Conseil a été et continue d'être limité à recevoir de lui un rapport succinct qui consiste pratiquement en une énumération des questions examinées par le Conseil. Nous estimons que ce rapport devrait être plus détaillé et plus analytique, afin qu'il puisse véritablement rendre compte aux Etats Membres de l'Organisation de tout ce qui est adopté en leur nom.

Le changement n'est pas un objectif en soi. Il constitue un moyen indispensable pour que le Conseil s'adapte à un monde en pleine évolution. La nécessité urgente d'effectuer les réformes nécessaires au Conseil ressort clairement de la résolution 47/62 de l'Assemblée générale, qui a été adoptée par consensus.

La situation internationale actuelle, l'augmentation croissante des Membres de l'Organisation des Nations Unies, la nécessité de garantir le respect des principes d'égalité, de souveraineté, de démocratie et de transparence dans les prises de décisions sont autant de considérations qui rendent impérative la révision de la composition actuelle du Conseil de sécurité, qui, comme nous l'avons dit, n'est plus compatible avec les réalités contemporaines. Il faut permettre au Conseil de jouer son rôle dans le nouveau climat politique international où l'on parle beaucoup et de plus en plus d'un monde interdépendant et solidaire au sein duquel la participation à la prise de décisions est considérée comme un droit fondamental de tous les Etats.

M. Somavia (Chili) (*interprétation de l'espagnol*) :
L'Assemblée générale entame aujourd'hui l'examen de la "Question de la représentation équitable au Conseil de

sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres". Nous savons tous que c'est là une question cruciale pour l'avenir de l'Organisation des Nations Unies. Il ne s'agit pas de discuter seulement des aspects pratiques de l'augmentation. Nous devons en même temps dire ce que nous pensons au sujet du rôle que le Conseil de sécurité doit jouer ou ne doit pas jouer dans le monde de l'après-guerre froide : les deux dimensions sont inéluctables.

L'importance de la question est devenue évidente durant le débat général de la présente session de l'Assemblée, au cours duquel la quasi-totalité des chefs d'Etat et des ministres des relations extérieures l'ont abordée.

Depuis cette tribune, il a été dit plusieurs fois que les changements auxquels nous assistons sur la scène internationale sont exceptionnels, tant dans leur profondeur que dans leur contenu et leur rapidité. Cela est certain, et notre organisation ne peut rester étrangère à ces changements. Son adaptation aux nécessités actuelles de la communauté internationale font de cette réforme un devoir inéluctable.

Le Conseil de sécurité est immuable dans ses structures et hyperactif dans ses décisions. Il s'agit là d'une formule pleine de risques.

Le Chili estime qu'un processus de réforme de cette importance doit rallier un accord politique vaste et solide qui reflète la volonté majoritaire des Etats. Dans ce consensus, l'appui des cinq membres permanents du Conseil de sécurité est indispensable.

Nous avons accueilli avec satisfaction le point de vue du Secrétaire général, que nous partageons pleinement, lorsqu'il dit, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, que :

"La question de la composition du Conseil de sécurité est d'une importance cruciale et j'espère beaucoup qu'elle sera résolue au moment où l'Organisation célébrera son cinquantième anniversaire." (*A/48/I, par. 40*)

De l'avis du Gouvernement chilien, la restructuration du Conseil de sécurité doit viser spécialement à renforcer l'efficacité, le caractère représentatif et la légitimité de ses travaux.

Nous souscrivons à l'idée d'un réaménagement du Conseil de sécurité qui doit refléter la réalité actuelle sur le plan international et comprendre l'inclusion dans cet organe des nouvelles puissances mondiales. Leur entrée au Conseil doit signifier qu'on s'engage réellement et résolument à accomplir la tâche délicate qu'est le maintien et la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

De même, il est essentiel que la composition du Conseil de sécurité, lequel agit au nom de tous les Membres de l'Organisation, conformément aux termes de l'Article 24 de la Charte, reflète correctement l'augmentation du nombre des Etats Membres de l'Organisation et leur diversité régionale, politique, culturelle et religieuse qu'ils représentent. Cette augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité, qui devrait assurer une meilleure représentation de l'ensemble des Etats Membres, ne doit pas nuire à l'efficacité et, le cas échéant, à la rapidité du processus de prise de décisions de cet organe vital du système des Nations Unies.

En ce qui concerne le droit de veto, le Chili estime par principe qu'il ne constitue pas un mécanisme démocratique. Néanmoins, nous estimons que, pour le moment, sa réforme n'est pas viable. Nous reconnaissons toutefois que la tâche du Conseil a été facilitée par le climat de meilleure coopération et de consensus politique qui a présidé à cette nouvelle ère des relations internationales et qui s'est traduite par un élément très positif, c'est-à-dire un recours moins fréquent au droit de veto.

Forts de cette expérience, nous pourrions explorer des formules qui régiraient le recours au droit de veto à l'avenir. Par exemple, je pense qu'il serait possible aux cinq puissances qui détiennent le droit de veto au Conseil de sécurité de faire un grand geste démocratique en renonçant volontairement à y avoir recours dans le cadre d'une décision cruciale et symbolique de cette organisation : l'élection du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce serait réellement un grand geste démocratique de la part des cinq puissances.

Le rapport du Secrétaire général (A/48/264 et Add.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 et Add.4) contient les observations émanant de 75 Etats Membres sur cette question. L'analyse de ces observations montre qu'il existe un consensus évident parmi la communauté internationale en ce qui concerne la nécessité inéluctable de procéder au plus tôt à la réforme des structures actuelles du Conseil de sécurité.

Compte tenu de ce qui précède, et afin d'atteindre les objectifs envisagés, le Chili a fait des propositions concrètes qu'il conviendrait de considérer dans toute réforme du Conseil de sécurité et que je vais énumérer.

Le Conseil de sécurité ne devrait pas compter plus de 25 membres, qui pourraient être répartis entre quatre catégories : membres permanents; membres permanents sans droit de veto; membres régionaux dotés d'un mandat de longue durée; et membres non permanents.

La première catégorie, le groupe des membres permanents dotés du droit de veto se composerait des Etats qui disposent déjà actuellement de ce droit.

La seconde catégorie se composerait de deux nouveaux membres sans droit de veto, et comprendrait les pays qui possèdent actuellement la capacité effective de contribuer sensiblement aux travaux du Conseil, de par leur potentiel politique et économique. Je pense au Japon et à l'Allemagne.

La troisième catégorie serait composée de représentants régionaux dotés d'un mandat de longue durée. Il s'agirait de pays appartenant au monde en développement qui, de par leur importance particulière, pourraient représenter régulièrement au Conseil leur région ou sous-région, mais qui ne disposeraient pas eux non plus du droit de veto. Les représentants régionaux dotés d'un mandat de longue durée seraient élus membres pour de plus longues périodes que les membres non permanents, et leur région respective pourrait être réélue immédiatement. La période plus ou moins longue pendant laquelle un pays ferait partie du Conseil dépendrait ainsi de la volonté de chaque région. Selon l'issue de cet essai, il serait possible pour les groupes régionaux eux-mêmes de décider de demander que certains de leurs membres soient placés dans la catégorie des membres permanents sans droit de veto. Les modalités applicables à cette catégorie de membres exigent certainement d'être étudiées sérieusement et dans le détail, et nous sommes prêts à examiner les propositions que d'autres Etats pourraient faire en la matière.

La dernière catégorie, celle des membres non permanents, se composeraient de membres élus suivant les procédures actuellement en vigueur pour les membres non permanents, c'est-à-dire sur la base d'une répartition géographique équitable et d'une durée de deux ans, et ils ne seraient pas rééligibles.

Tout cela permettrait de satisfaire à la fois les aspirations individuelles et régionales, en contribuant en même temps à équilibrer la composition, les délibérations et le mode de décision du Conseil de sécurité.

Tout processus de réforme sera incomplet s'il ne comprend pas deux éléments que nous considérons cruciaux, à savoir la nécessité d'assurer la transparence dans le processus de prise de décisions au Conseil de sécurité et la fourniture d'informations sur ses travaux aux différents organes du système, notamment à l'Assemblée générale. Pendant quelque temps, divers Etats Membres ont exprimé à maintes reprises ce sentiment. Ils l'ont fait tant dans les observations qu'ils ont présentées au Secrétaire général que dans les interventions qu'ils ont faites dans le débat général de la présente session. Nous notons avec satisfaction que certaines des propositions ont été prises en considération et qu'elles ont été appliquées par le Conseil de sécurité au cours des derniers mois. En particulier, nous voudrions insister sur le geste symbolique et politique de l'Ambassadeur du Brésil, M. Ronaldo Mota Sardenberg, qui, en sa

qualité de Président du Conseil de sécurité, a présenté personnellement, cette année, le rapport (A/48/2) à l'Assemblée générale. Toutefois, nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire et que c'est là une bonne occasion d'examiner certaines mesures pratiques à cet effet.

L'ère actuelle de plus grande coopération entre les grandes puissances a permis au Conseil de sécurité d'effectuer un travail intensif en faveur de la paix et de la sécurité internationales en adoptant un nombre beaucoup plus élevé de résolutions et de déclarations présidentielles que par le passé. De même, on a pris plus fréquemment des décisions pour créer des opérations de maintien de la paix dans diverses régions du monde, ce qui signifie qu'actuellement des milliers d'hommes et de femmes apportent leur contribution précieuse dans le cadre de ces opérations.

Tout en saluant la réactivation de cet organe des Nations Unies, nous devons analyser avec prudence la voie à suivre dans l'avenir et les moyens réels dont dispose l'Organisation — politiques, matériels et organisationnels — pour appliquer efficacement ses résolutions. Rien ne peut autant affaiblir l'Organisation des Nations Unies que l'incapacité du Conseil de sécurité de mettre en oeuvre ses propres décisions. Nous devons examiner plus soigneusement les objectifs louables poursuivis et les moyens réels dont on dispose pour les atteindre.

Le Conseil de sécurité doit trouver le juste chemin entre l'immobilisme du passé et l'activisme du présent pour accomplir de façon responsable sa tâche principale, le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous savons que c'est difficile. Nous savons que ceux qui sont victimes des différentes crises qui sévissent dans le monde espèrent que l'Organisation des Nations Unies pourra les aider. Nous savons que derrière toute décision du Conseil de sécurité, il existe des pays qui, légitimement, estiment qu'il est indispensable que des mesures soient prises, et le soient rapidement et efficacement. Les succès nombreux qui ont été remportés récemment méritent évidemment nos éloges. Mais nous savons également que cette organisation n'est pas dûment préparée pour s'acquitter de ces tâches. Elle traverse un terrain miné sur lequel il y a eu suffisamment d'explosions pour nous faire comprendre que l'image et la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies tout entière, et pas seulement celle du Conseil de sécurité, s'en trouvent affectées négativement.

Nous rappelant le préambule de la Charte, nous devons conclure que le destin de l'Organisation des Nations Unies ne peut être de devenir le "gendarme" des relations internationales de l'après-guerre froide; malheureusement, c'est l'image qu'elle a donnée ces derniers temps.

Si l'on veut identifier clairement les tâches du Conseil de sécurité pour l'avenir, il faut comprendre que le concept même de sécurité doit être enrichi.

Les principales sources d'instabilité dans le monde proviennent de tensions sociales qui éclatent régulièrement sous nos yeux dans différentes parties du globe. Nous avons remplacé le danger de la "bombe nucléaire" par la réalité de la "bombe sociale".

La plus forte, la plus puissante, la plus grande insécurité d'aujourd'hui est l'insécurité des personnes et le manque de respect pour la dignité de l'être humain. Les différents visages de l'insécurité que vivent les gens dans leur vie quotidienne se nomment pauvreté, chômage, violence dans les foyers, dans les rues et dans la politique, désintégration sociale et sentiment généralisé d'exclusion, de marginalisation et de discrimination.

Si nous voulons vraiment assurer la paix et la sécurité internationales, nous devons résoudre de façon préventive ces problèmes qui, bien souvent, sont directement à l'origine des conflits ouverts dont le Conseil de sécurité a à s'occuper plus tard.

Le principal défi des Nations Unies dans l'étape actuelle de leur histoire est de contribuer à renforcer la sécurité humaine dans toutes nos sociétés. L'ONU doit être capable de donner une priorité politique à la vie des humbles et des dépossédés.

Si nous considérons les choses sous cet angle, il devient évident que, sauf dans certaines situations d'urgence humanitaire, le Conseil de sécurité ne dispose pas des instruments lui permettant de résoudre les principaux problèmes qui engendrent les tensions sociales. Les problèmes sociaux et économiques ne se résolvent ni avec des troupes, ni par des sanctions, ni par des mesures obligatoires, mais par le développement : développement économique, social et culturel, développement des connaissances et de l'imagination et amélioration des conditions d'existence des gens.

Le développement est pour toutes nos sociétés le principal antidote contre l'insécurité. Au sens le plus profond du terme, le développement est la véritable diplomatie préventive de notre époque.

Cette perspective n'est pas difficile à assumer intellectuellement, mais elle a des conséquences pratiques d'une grande importance politique. Cela signifie que ces problèmes de sécurité ne peuvent être abordés par le Conseil de sécurité parce qu'il ne dispose ni du mandat ni des instruments pour les résoudre. Ces questions sont du ressort légitime de

l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et des institutions et programmes spécialisés ainsi que des organismes financiers et commerciaux internationaux.

Vu ce qui précède, nous estimons que l'on a trop étendu la pratique consistant à recourir à l'application des mesures coercitives prévues par le Chapitre VII de la Charte dans des circonstances où bien souvent les questions auraient pu être résolues en temps opportun par le recours aux dispositions du Chapitre VI relatives au règlement pacifique des différends.

Par ailleurs, le coût élevé de ces opérations compromet sérieusement les ressources financières et humaines de l'Organisation. On met en danger l'exécution des plans et programmes d'aide et de coopération sur les plans économique, social et humanitaire qui constituent l'un des principaux axes des Nations Unies.

Le Chili est disposé à contribuer de façon active, comme il le fait en ce moment, à la recherche d'un consensus politique plus large et plus solide qui permette de conclure avec succès l'examen du point "Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres", en tenant dûment compte de l'intérêt des Etats Membres et des divers groupes régionaux qui font partie de notre organisation.

Je terminerai en signalant que rien de ce que je viens de dire ne modifie l'engagement du Chili à l'égard du rôle central que doit jouer le Conseil de sécurité. Nous demandons plus de transparence, d'efficacité et de prudence, mais, en même temps, nous voulons continuer à participer aux opérations de paix qui nous paraissent appropriées et, de façon plus générale, à renforcer les tâches de maintien de la paix et de la sécurité de l'Organisation.

M. Chew (Singapour) (*interprétation de l'anglais*) :

Lorsque le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Wong Kan Seng, a pris la parole devant l'Assemblée générale, le 6 octobre dernier, il a analysé la nécessité et les objectifs possibles de la réforme du Conseil de sécurité, selon une approche qui anticipait les problèmes susceptibles de se poser. Nous avons déjà vu certains de ces problèmes apparaître lors de discussions informelles sur la résolution recommandant la constitution d'un groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner tous les aspects de la question d'une augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité. Ces problèmes sont liés à la question de savoir s'il faut octroyer un mandat restreint ou élargi au groupe de travail chargé d'examiner l'opération de réforme du Conseil. En nous projetant légèrement dans l'avenir, nous pouvons prévoir que tous les problèmes, y compris la base ou les critères de sélection de tout nouveau membre, devront

être traités de façon adéquate dans le cadre des discussions du groupe de travail à composition non limitée, en 1994.

Ma délégation voudrait souligner le fait que notre approche de la question de la réforme du Conseil repose sur le préalable que cette opération se fait dans l'intérêt général de tous les Membres. C'est une approche juste et équilibrée qui suppose que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies abordent cette question avec une certaine ouverture d'esprit, un esprit de compromis et la volonté d'oeuvrer en faveur d'un consensus. Alors que chaque Etat Membre doit protéger ses objectifs et intérêts nationaux, il faut que cette approche comprenne une appréciation des intérêts les plus larges de l'Organisation des Nations Unies et de l'ensemble de ses Membres. Persister de façon stricte et rigide à ne vouloir discuter que de certaines questions et non d'autres est une recette sûre pour nous mener à la paralysie. C'est pourquoi, nous privilégions une voie qui autoriserait l'examen de toutes les questions ayant trait au Conseil de sécurité. A notre avis, les discussions doivent nécessairement porter sur l'augmentation du nombre des membres ainsi que d'autres questions connexes, telles que l'efficacité du fonctionnement du Conseil de sécurité et les rapports de ce dernier avec d'autres organes des Nations Unies.

Ma délégation envisage la réforme du Conseil de sécurité sous trois angles. Tout d'abord, il faut une direction mondiale pour faire face aux problèmes auxquels l'Organisation des Nations Unies se heurtera dans un avenir immédiat. Il ne fait aucun doute que les Nations Unies doivent continuer d'assumer ce rôle de chef de file dans le monde de l'après-guerre froide. Après tout, l'ONU reste l'unique organisation mondiale chargée du maintien de la paix et de la sécurité internationales. A son tour, la capacité des Nations Unies de traiter efficacement des questions de paix et de sécurité exige un Conseil de sécurité fort et efficace, dont le noyau reste les membres permanents.

Quelles doivent être alors les obligations des membres permanents du Conseil de sécurité, au cours des quelques prochaines décennies? A notre avis, le privilège de la permanence de ce statut doit s'accompagner d'une responsabilité permanente en matière de rôle directeur à jouer sur le plan mondial, ainsi que des fardeaux financiers et matériels qui accompagnent cette tâche. Privilèges et responsabilités sont indivisibles.

A la Conférence de San Francisco, en 1945, le Mexique avait proposé qu'une distinction entre membres permanents et membres non permanents soit clairement établie. Le Mexique avait fait remarquer que la position privilégiée des membres permanents devait se fonder uniquement sur le principe juridique de l'octroi de droits plus étendus aux Etats ayant les responsabilités les plus lourdes. Le Mexique avait

proposé que la phrase “en tant qu’Etats ayant la plus grande responsabilité en matière de maintien de la paix” soit ajoutée aux conditions requises pour occuper un siège permanent au Conseil. Cette proposition louable n’a cependant pas été retenue, même si, dans la pratique, les cinq membres permanents ont généralement accepté cette responsabilité additionnelle.

Cet exemple montre à quel point la question des membres permanents était difficile en 1945 et à quel point elle l’est toujours près de 50 ans plus tard. Les responsabilités des membres du Conseil de sécurité, de ses membres permanents en particulier, devront être examinées avec soin et définies en tenant compte de la nouvelle situation internationale.

La responsabilité principale du Conseil de sécurité étant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ma délégation convient que ses membres permanents doivent réunir certaines conditions, respecter certaines obligations et assumer de plus lourdes responsabilités. Seuls les pays qui acceptent de telles obligations pour améliorer l’efficacité des Nations Unies en cette époque de l’après-guerre froide peuvent envisager d’accéder au statut privilégié de membre permanent.

Dans son intervention à l’Assemblée, le Ministre des affaires étrangères de mon pays a déjà énoncé quelques-uns des critères qui doivent permettre de juger si un pays peut accéder au statut de membre permanent. Je ne les répéterai pas, mais j’en ajouterai quelques-uns : premièrement, un membre permanent doit avoir agi traditionnellement en conformité avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, et doit avoir en particulier cherché à régler les différends internationaux par des moyens pacifiques et s’être abstenu de recourir à la menace ou à l’emploi de la force contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique de tout Etat.

Deuxièmement, un membre permanent doit avoir la volonté et la capacité de mettre ses ressources militaires de même que ses ressources matérielles et civiles à la disposition des Nations Unies en cas de crise.

Troisièmement, le bilan d’un membre permanent dans le domaine des contributions au maintien de la paix et de la sécurité internationales doit être satisfaisant. Il doit également prouver qu’il est un Membre responsable et constructif de l’Organisation des Nations Unies en participant activement à d’autres aspects des activités de l’Organisation, par exemple en appuyant et en renforçant la coopération économique et sociale internationale et en apportant une aide appréciable aux pays en développement.

Enfin, et surtout, celui qui aspire à devenir membre permanent doit être élu avec l’appui ou le consensus de tous les Membres de l’Organisation des Nations Unies, alors que dans l’élection d’un membre non permanent la majorité des deux tiers suffit.

Les petits Etats constituent la majorité des Etats Membres de l’Organisation des Nations Unies. En conséquence, la question de la réforme du Conseil doit également être envisagée de leur point de vue. Les petits Etats sont vulnérables et sensibles aux menaces à leur bien-être politique et socio-économique. Ils ont donc tout intérêt à veiller à ce que le Conseil de sécurité, dont la responsabilité principale est celle du maintien de la paix et de la sécurité internationales, soit efficace et capable de réagir. Deuxièmement, les petits Etats doivent s’assurer que les instruments dont dispose l’ONU pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales — à savoir, maintien de la paix, rétablissement de la paix et diplomatie préventive — sont dûment organisés et qu’ils fonctionnent comme il convient. Dans le cas contraire, ces instruments deviendront un fardeau pour la communauté internationale et on risque lorsqu’ils seront véritablement nécessaires, comme dans le cas de recours à la menace ou à l’emploi de la force contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique d’un Etat, de voir la communauté internationale manquer de la volonté ou des ressources nécessaires pour décourager une telle agression.

Autrement dit, le Conseil de sécurité doit fonctionner efficacement. C’est là, soulignons-nous, le premier principe directeur à suivre dans le processus de réforme du Conseil de sécurité — de préférence à celui de la taille ou de la représentativité.

Notre troisième perspective consiste à demander à quelle sorte de problèmes se trouveront confrontées les Nations Unies à l’avenir. Plusieurs de ces problèmes se manifestent déjà. Ce sont les problèmes du sous-développement, de la surpopulation, de la maladie, de la dégradation de l’environnement, de la prolifération des armes de destruction massive et des nationalismes opposés. Tous peuvent être englobés dans la question générale de savoir comment les 8 à 10 milliards de personnes qui vivent sur une planète surpeuplée peuvent être amenées à coopérer et à respecter les buts communs énoncés si succinctement et si éloquentement dans le préambule de la Charte des Nations Unies.

L’ONU sera l’instrument international clef vers lequel la communauté internationale, et plus particulièrement les petits Etats, devront se tourner pour obtenir un arbitrage impartial en ce qui concerne les revendications opposées et

le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Assemblée générale, en tant qu'organe le plus représentatif des Nations Unies, devra, avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées des Nations Unies, développer ou renforcer leur capacité de s'attaquer efficacement à ces questions transnationales. Une Assemblée générale renforcée devra oeuvrer en liaison étroite avec un Conseil de sécurité plus efficace.

Voilà pourquoi nous maintenons que la réforme du Conseil ne doit pas porter strictement sur la taille de ce dernier, mais qu'elle doit aussi porter sur le rapport qui doit exister entre le nombre des membres du Conseil et celui des Membres des Nations Unies en général. Pour susciter parmi les Membres de l'Organisation des Nations Unies en général une confiance plus grande en lui, le Conseil doit devenir plus transparent et plus consultatif dans sa méthode de travail.

Monsieur le Président, il est certain que sous votre direction de diplomate chevronné et grâce à l'esprit de coopération des Etats Membres sur cette question vitale, il sera possible de mener à bien les négociations difficiles qui auront lieu au sein du groupe de travail à composition non limitée. Si, à l'issue de ce processus, nous pouvons honnêtement dire que le système des Nations Unies a commencé à changer pour le mieux et dans l'intérêt général de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation elle-même en tant qu'organisation internationale, alors nous pourrions véritablement dire que cela valait la peine.

M. Kalpagé (Sri Lanka) (*interprétation de l'anglais*) : La résolution 47/62 de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1992, prie le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à soumettre des observations écrites sur une éventuelle révision de la composition du Conseil de sécurité. Leurs vues figurent dans les documents A/48/264 et Add.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 et Add.4.

Il est clairement reconnu qu'il est nécessaire d'accroître le nombre des membres du Conseil de sécurité. Il y a à cela trois raisons fondamentales. Premièrement, le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies est passé de 113 en 1965, lorsque l'actuelle composition du Conseil de sécurité a pris effet, à 184 en 1993. Deuxièmement, dans la situation internationale changeante, que tous les Membres ont qualifié de positive, on a l'impression salutaire qu'une participation équitable, une représentation plus balancée et un meilleur équilibre politique sont vitaux pour promouvoir les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. Troisièmement, l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, est engagée plus à fond dans son rôle traditionnel, tout en s'orientant vers des

domaines d'activité radicalement nouveaux qui, plus que jamais auparavant, concernent toutes les nations.

S'il s'agit simplement d'augmenter le nombre des membres du Conseil, une formule mathématique adéquate peut être trouvée en tenant compte de l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Sri Lanka souhaite que le Conseil de sécurité soit élargi pour compter entre 21 et 25 membres.

Le critère d'évaluation de la représentation équitable des nouveaux sièges serait plus complexe. La "représentation équitable des sièges" va bien au-delà de la simple géographie. Si l'on s'en tient à la classification régionale traditionnelle en vigueur à l'ONU, il y a cinq régions : l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe occidentale et autres Etats, et l'Europe orientale. Cependant, au Conseil de sécurité, l'application du critère régional a, pour des raisons historiques, pris une tournure fortement politique. La stratification politique et idéologique de la période d'après-guerre se fait sentir sur le Conseil. Du point de vue numérique et autre, cela a eu tendance à jouer contre les Etats d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, qui sont sous-représentés. Si l'augmentation doit se faire sur une base régionale, Sri Lanka pense qu'elle devrait être appliquée strictement, de manière à refléter exactement la force proportionnelle de chaque région.

Outre la question de l'élargissement de la composition du Conseil, nous devons également, au titre du point dont nous sommes saisis, envisager un mode de représentation équitable au Conseil. Ce concept va bien au-delà d'une division purement mathématique de l'augmentation proposée du nombre des sièges.

Le problème touche à des questions plus vastes, telles que le concept de membres permanents. Il soulève également la question de savoir si l'exercice exclusif du droit de veto par les cinq membres permanents est conforme à l'équité et au principe de l'égalité souveraine de tous les Etats en vertu de la Charte que l'on s'attend à voir respecter. Les chefs d'Etat des pays non alignés, à leur dernière réunion au sommet, tenue à Jakarta l'année dernière, ont estimé que le pouvoir de veto, qui garantit un rôle exclusif et dominant aux membres permanents du Conseil, est contraire à l'objectif de démocratisation des Nations Unies et devrait donc être révisé. L'expérience montre que l'exercice du droit de veto a parfois empêché le Conseil d'agir de manière décisive. Nous devons toutefois reconnaître que, récemment, le droit de veto n'a pas été exercé aussi souvent que dans le passé.

Des raisons historiques expliquent le statut actuel des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Il importe

que nous n'hésitions pas à examiner de près l'institution des membres permanents, car, d'une certaine façon, elle est au coeur de la responsabilité du Conseil de sécurité vis-à-vis du maintien de la paix et de la sécurité internationales. De nouvelles réalités — politiques, militaires et économiques — ainsi que d'autres facteurs sont apparus depuis que les cinq membres permanents ont été investis d'un statut spécial.

D'autres pays — dont le nom a été cité et dont la candidature a été débattue et recommandée — sont maintenant considérés comme remplissant les conditions voulues pour obtenir le statut de membres permanents. Certains des arguments présentés à l'appui de ces pays sont à tout le moins aussi convaincants que les arguments qui l'avaient emporté au moment de décider de la composition actuelle du Conseil. Si nous voulons véritablement revitaliser les Nations Unies et renforcer la crédibilité, l'autorité morale, l'efficacité et le caractère représentatif du Conseil de sécurité, nous ne devons pas présupposer que la situation actuelle en ce qui concerne les membres permanents est éternelle. Il faut se demander avant tout si d'autres Etats devraient être considérés comme étant habilités à recevoir le statut de membre permanent.

Compte tenu des responsabilités particulières confiées au Conseil de sécurité en vertu de la Charte, sa composition, sa taille et ses responsabilités actuelles ne devraient être modifiées qu'après mûre réflexion. Le changement pour le changement est une chose qu'il faut éviter. Le changement ne doit être opéré qu'une fois que des solutions de rechange susceptibles d'améliorer la situation actuelle auront été reconnues comme étant acceptables.

Dans ce contexte, nous nous félicitons du consensus qui tend à se dégager sur la création d'un groupe de travail à composition non limitée, qui serait chargé d'examiner la taille, la composition et les raisons de l'admission de nouveaux membres au Conseil de sécurité et autres questions connexes. Le groupe de travail devrait examiner ces questions vitales dans un climat d'ouverture et de transparence.

L'hypothèse fondamentale qui perdure est que le Conseil de sécurité, indépendamment du nombre de ses membres, de sa composition et de ses pouvoirs, est censé agir au nom des Etats Membres de la même façon qu'un parlement ou toute autre institution nationale représentative, qui reçoit mandat du peuple. Il perd sa justification, sa crédibilité et, en fin de compte, son efficacité s'il n'agit pas au nom de ceux qu'il est censé représenter.

Le mandat du groupe de travail concerne bien plus que de la simple procédure. Sri Lanka estime en résumé que l'examen de la représentation au Conseil de sécurité devrait, premièrement, fournir à tous les Etats la possibilité de participer sur la base de l'égalité souveraine des Etats;

deuxièmement, examiner tous les aspects ayant trait à la composition du Conseil de sécurité sans limiter l'examen à des ajustements consistant à mettre quelques sièges de plus à la table du Conseil de sécurité; et, troisièmement, prendre les décisions par consensus, afin qu'elles soient universellement acceptées.

Cela assurerait l'appui total de la communauté internationale tout entière, ce qui, à son tour, conférerait une force et une efficacité accrues aux activités du Conseil de sécurité. Après tout, c'est là notre objectif commun.

M. Razali (Malaisie) (*interprétation de l'anglais*) :

La Malaisie fait partie des 75 délégations qui ont répondu à la demande du Secrétaire général faisant suite à la résolution 47/62 de l'Assemblée générale. Ce point de l'ordre du jour est une des plus importantes questions auxquelles la communauté internationale ait à faire face dans ses efforts pour faire de l'Organisation des Nations Unies un moyen réel d'action mondiale.

On s'efforce actuellement, à tous les niveaux et sur une vaste échelle, de trouver des solutions et des structures nouvelles pour faire face à l'environnement international en mutation. L'Organisation des Nations Unies elle-même doit faire partie du changement, pour pouvoir gérer les questions mondiales critiques et harmoniser l'action entreprise par les pays pour atteindre les objectifs communs énoncés dans la Charte.

La réforme et la restructuration de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et connexes ont fait quelques progrès encourageants. De plus, un effort de revitalisation et de restructuration des travaux de l'Assemblée générale est en cours. Compte tenu de tous ces changements, il est indéniable que le Conseil de sécurité doit changer lui aussi et s'adapter aux nouvelles réalités. La réforme du Conseil de sécurité est nécessaire non seulement pour refléter une représentation géographique plus équitable mais également pour contribuer au renforcement du processus de démocratisation au sein du processus multilatéral intergouvernemental.

La question de la représentation équitable au Conseil et de l'augmentation du nombre de ses membres a été présentée pour la première fois il y a 13 ans. Elle a fait l'objet d'un débat fécond l'année dernière, qui a donné lieu à l'adoption de la résolution 47/62. Le débat se poursuit cette année, mais la question s'est maintenant élargie, comme il se doit, passant de la représentation et de la composition à tous les autres aspects. Sur le fond, un processus est actuellement en cours — un processus tortueux et complexe, si nécessaire — pour procéder collectivement à un changement et à une réforme du Conseil.

La position d'ensemble de la Malaisie est reflétée dans le document A/48/264, en date du 20 juillet 1993. Je ne souhaite pas entrer dans les détails, mais je rappellerai quelques points essentiels. Premièrement, la réforme du Conseil de sécurité devrait être globale. Deuxièmement, le processus décisionnel devrait être transparent. Troisièmement, le Conseil devrait répondre davantage de ses actes devant l'ensemble des Membres. Quatrièmement, le Conseil devrait refléter une représentation géographique plus équitable.

On remarquera que notre approche est globale. Nous estimons qu'il ne sera pas possible de remédier rapidement aux difficultés et aux défauts graves que l'on constate aujourd'hui. Des principes importants sont en jeu, qui doivent être examinés en tenant compte des nouvelles réalités. Ce serait une erreur de penser, par exemple, que l'ajout de deux membres permanents améliorerait vraiment le Conseil. Les préoccupations suscitées par l'admission de deux membres ne feraient que dénaturer les questions importantes qui doivent être traitées : un ordre du jour de plus en plus chargé, des espérances toujours croissantes, des méthodes de travail contestables, l'absence d'une représentation appropriée et des mandats et objectifs équivoques.

Au cours du débat sur le point 11 de l'ordre du jour, "Rapport du Conseil de sécurité", ma délégation a exposé certaines de ces questions. Nous avons exprimé notre préoccupation face à la tendance des cinq membres permanents de se réserver l'essentiel du travail de fond, transformant les "cinq permanents" en une sorte de cercle exclusif. Nous avons fait part de notre crainte que la notion de sécurité collective des Nations Unies ne soit sapée par le recours à deux poids, deux mesures pour servir les intérêts ou l'opportunisme politiques de certains membres du Conseil. Nous avons signalé les mesures timides et tardives destinées à mettre fin à l'agression flagrante de la Serbie contre la République de Bosnie-Herzégovine en tant qu'exemple clair de la sélectivité du Conseil et de son incapacité d'agir toutes les fois que cela est nécessaire.

Nous maintenons toujours que le refus du Conseil de mettre en oeuvre ses propres résolutions et de faire respecter les résolutions 46/242 et 47/121 de l'Assemblée générale, demandant la cessation des hostilités et le respect du droit humanitaire dans la République de Bosnie-Herzégovine, nuira certainement à la crédibilité du Conseil de sécurité et à la confiance placée en lui ainsi qu'à la notion de sécurité collective. Nous avons souligné la position indéfendable adoptée par le Conseil en refusant au Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine son droit inhérent à la légitime défense collective ou individuelle en vertu de l'Article 51 de la Charte.

Une réforme s'impose d'urgence pour dissiper l'impression que ce Conseil dominé par l'Occident prend de plus en plus de décisions contestables, dont l'application, pour l'essentiel, est laissée aux autres Etats Membres, notamment ceux du tiers monde. Cette impression ressort notamment du fait que des pays importants se dissocient progressivement, pour diverses raisons, d'opérations de maintien de la paix approuvées par le Conseil. La Somalie peut en être un cas d'espèce. Il se pourrait que dans l'avenir, les troupes du tiers monde soient pratiquement les seules à rester sur place là-bas.

En tant que gardien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil, dans l'accomplissement de ses responsabilités, doit agir conformément aux dispositions de la Charte, notamment l'Article 24. A cet égard, avant de prendre des décisions ou des initiatives, le Conseil est tenu de consulter les groupements régionaux, les pays contributeurs de troupes et l'ensemble des Membres. Les résolutions du Conseil devraient refléter la volonté commune de la communauté et non pas servir les intérêts des membres permanents et de leurs alliés. Comme le Secrétaire général le fait observer dans son rapport "Agenda pour la paix", il faut que l'accord réalisé entre les membres permanents du Conseil reçoive le soutien plus ferme des autres membres du Conseil, et plus généralement de l'ensemble des Etats Membres, afin que les décisions du Conseil soient à la fois efficaces et durables.

Le Conseil devrait s'efforcer de gagner la confiance de l'ensemble des Membres en leur redonnant l'assurance, par ses initiatives, qu'il y a certaines choses qu'il ne fera pas, comme par exemple : être un véhicule chargé d'imposer au faible la volonté du fort; adopter des approches sélectives et discriminatoires à l'égard des crises internationales; méconnaître le principe de la transparence et de la démocratie et ignorer les vues de l'ensemble des Membres, ou encore outrepasser le mandat qui lui a été confié en vertu de la Charte.

Il est tout aussi important que les membres du Conseil ne perdent pas de vue que leur rôle au Conseil dépasse leurs impératifs nationaux. Les membres permanents ont une responsabilité particulière en raison des privilèges que leur confère la Charte. Par conséquent, ils ne devraient ni accepter des diktats, ni se borner à défendre leurs intérêts nationaux étroits.

Quant aux membres non permanents, ils ont un devoir plus large vis-à-vis d'un électorat plus large : le groupe régional dont ils sont issus et les autres Etats qui ont soutenu leur candidature. Ils doivent résister, et non pas succomber, aux pressions des autres membres du Conseil. La Malaisie soutiendra les efforts destinés à faire en sorte que ceux qui

deviennent membres du Conseil soient qualifiés à tous égards pour assumer les importantes responsabilités de ce poste.

Conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Malaisie est opposée à l'augmentation du nombre des membres permanents. Nous nous méfions également des nouvelles classifications de membres. Une nouvelle stratification ne peut qu'approfondir et accentuer les asymétries qui existent au Conseil.

Le droit de veto, qui garantit la domination des cinq membres permanents, doit être réexaminé. Nous estimons que le droit de veto est devenu indéfendable et anachronique. Si nous devons accepter que s'exerce un certain poids en termes d'asymétries au sein du Conseil, nous ne pouvons accepter une situation où un, deux ou trois membres du Conseil sont plus puissants que tout le reste des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Il est temps que l'on rejette collectivement l'idée d'un groupe d'élite continuant de décider de questions qui concernent la paix et la sécurité. Le programme pour l'avenir, tel qu'énoncé dans l'"Agenda pour la paix", ne peut pas être pleinement mis en oeuvre avec un Conseil qui ne jouit pas totalement de la confiance de la majorité ni ne représente équitablement l'ensemble des Membres. Une interaction plus étroite doit exister entre les Membres de l'Assemblée générale et ceux du Conseil de sécurité. Les décisions importantes qui ont des incidences mondiales évidentes doivent être prises en étroite coopération avec l'ensemble des Membres. Une Organisation des Nations Unies revitalisée doit disposer d'une Assemblée générale active dont les prises de position sur des questions dont le Conseil est saisi doivent être prises en compte par ce dernier.

La Malaisie reconnaît qu'un nombre grandissant d'opérations de maintien de la paix a imposé de lourds fardeaux financiers aux cinq membres permanents. A cet égard, la Malaisie ne serait pas opposée à ce qu'on envisage un partage plus équitable de ce fardeau. Ces considérations pertinentes et d'autres devront être discutées dans le cadre des mesures que l'Organisation des Nations unies devra prendre pour réformer le Conseil.

Etant donné le souhait général de voir le Conseil réformé, nous nous félicitons, Monsieur le Président, des consultations que vous avez entreprises pour faire avancer le processus. Nous sommes au courant des initiatives de certaines délégations, notamment l'Inde et Singapour, pour vous aider dans cette tâche. Nous avons nous-mêmes tenu des consultations avec différentes délégations. Les questions fondamentales dont nous sommes saisis sur ce sujet incluent celles relatives au mécanisme et au mandat.

En ce qui concerne la question proprement dite du mécanisme, nous partageons le consensus qui s'est dégagé en faveur de la création d'un groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé d'examiner la question de la réforme. Etant donné l'importance de cette question, le groupe de travail pourrait coopérer sur la base d'une coordination conjointe. La Malaisie appuie fermement la décision du Mouvement des pays non alignés d'avoir deux coprésidents, dont l'un venant d'un pays en développement, en l'occurrence le Zimbabwe.

Nous appuyons pleinement la décision du Mouvement des pays non alignés de doter ce groupe d'un mandat élargi. Ce mandat pourrait inclure notamment : l'augmentation du nombre des membres, y compris la dimension et les critères de la composition, le fonctionnement efficace et transparent du Conseil, et les relations entre l'ensemble des Membres et le Conseil de sécurité.

Le groupe de travail devrait rechercher le consensus, mais il est important que nous n'insistions pas, comme certains le font, pour que cela soit dit explicitement, car ce ne serait pas conforme à la pratique des autres grandes commissions. Je n'oublie pas que les cinq membres permanents ont le droit de veto, et qu'aucun amendement concernant le Conseil ne peut être accepté sans leur assentiment.

Nous pensons également que ce groupe de travail devrait essayer de compléter ses travaux avant le cinquantième anniversaire des Nations Unies. La Malaisie est impatiente de collaborer avec toutes les délégations pour assurer le succès de ce groupe de travail.

Un Conseil réformé dans sa structure et dans sa substance et gouverné avec le sens des responsabilités et de façon démocratique et transparente, contribuerait à favoriser une relation harmonieuse entre le Conseil et l'Assemblée générale, et il ferait de l'ONU le véhicule international de la paix, de la démocratie et du développement. Si nous travaillons ensemble, nous avons une chance unique de prendre des mesures dans ce sens. Autrement, nous gaspillerons une chance en or en condamnant les Nations Unies à ne jamais être à la hauteur de tout le potentiel que la Charte avait envisagé pour elles.

M. Samhan (Emirats arabes unis) (*interprétation de l'arabe*) :

Ces dernières années, on a pu observer un intérêt international et régional accru dans le rôle de l'ONU et, en particulier, dans le rôle du Conseil de sécurité, organe directement responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Parallèlement, la communauté

internationale n'a cessé de s'efforcer de faire procéder au réexamen du fonctionnement et des structures de l'ONU et de ses principaux organes, dans le but de s'assurer que le rôle de l'ONU dans les relations internationales continue d'être crucial, décisif et efficace et qu'il conduise à des solutions radicales aux problèmes, aux conflits et aux différends sous tous leurs aspects dans le monde entier.

L'«Agenda pour la paix» présenté par le Secrétaire général de l'ONU, qui traite de diplomatie préventive, de maintien, de rétablissement et de consolidation de la paix, traduit l'urgente nécessité de s'occuper de la réalité actuelle. Pour ce faire, il importe que le Conseil de sécurité ait un rôle plus puissant et efficace en accord avec les buts et principes de la Charte. D'où l'importance de l'examen par l'Assemblée générale du point 33 de l'ordre du jour, intitulé «Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres».

La structure du Conseil de sécurité n'a pas été affectée par les changements survenus dans les relations entre Etats ou par les nouvelles équations politiques internationales. Sa composition n'a pas changé depuis 1963. Il ne fait pas de doute que l'augmentation significative du nombre de Membres de l'ONU nécessite que l'on considère prendre des mesures efficaces et pratiques pour restructurer le Conseil de sécurité et pour assurer une représentation équitable au sein du Conseil ainsi que l'accroissement du nombre de ses membres.

Ma délégation partage l'opinion qu'un accroissement limité du nombre des membres du Conseil n'aura pas pour effet de gêner son efficacité ou de la limiter. Au contraire, il améliorera plutôt la capacité du Conseil de réagir rapidement aux menaces, aux défis et aux violations de la paix et de la sécurité internationales.

Dans ce contexte, les Emirats arabes unis soulignent l'importance de s'engager dans un échange total de vues et de propositions sur la restructuration du Conseil, grâce à l'établissement d'un groupe de travail à composition non limitée ouvert à tous les Etats Membres de l'Organisation. Dans ce contexte, il est nécessaire de tenir compte des changements fondamentaux survenus en général dans les relations internationales pendant la période de l'après-guerre froide, ainsi que de l'accroissement du nombre de Membres de l'Organisation.

Pour procéder à une approche positive et efficace de la question de la restructuration du Conseil de sécurité, à la lumière de la recrudescence des conflits et différends sur les plans régional et local, nous devons essayer de concilier les objectifs suivants.

Premièrement, il faut assurer l'équilibre international délicat entre les ambitions régionales et individuelles en ce qui concerne la représentation adéquate des divers segments de la communauté internationale, qui garantirait la démocratisation et entraînerait une transparence accrue dans le fonctionnement du Conseil, et le principe important de l'égalité souveraine des Etats, un des principes fondamentaux de la Charte, sur lesquels l'organisation internationale a été fondée.

Deuxièmement, la souplesse et l'efficacité dans la prise de décisions doivent être assurées vu la nécessité pour le Conseil de réagir d'une façon rapide et concrète à toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationales.

Troisièmement, les Etats doivent régler leurs différends par des moyens pacifiques et par le dialogue, conformément aux principes de la Charte et aux normes du droit international.

Quatrièmement, il faut renforcer la coordination entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, compte tenu du nombre accru de Membres de l'organisation internationale.

Cinquièmement, le paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte stipule qu'en s'acquittant de ses fonctions, le Conseil de sécurité agit au nom de tous les Etats Membres. En conséquence, la composition du Conseil doit être plus représentative et plus équitable. Cependant, cet accroissement ne devrait en aucune façon nuire à l'efficacité du Conseil ni affecter ses responsabilités dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous devons aussi tenir compte des nouvelles réalités politiques, étant donné les nombreux changements radicaux qui ont eu lieu sur les plans régional et international.

Pour que nous puissions réaliser ces objectifs, ma délégation attache une importance particulière à la question d'une représentation régionale équitable au sein du Conseil. Nous soulignons l'importance d'assurer une représentation arabe permanente au Conseil eu égard aux guerres et conflits dont la région du Moyen-Orient a été affligée depuis la création même de l'ONU et à leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales d'une part, et aux particularités politiques et économiques des Etats arabes, d'autre part.

Nous espérons que nos débats et travaux donneront des résultats positifs et décisifs qui permettront l'avènement d'un Conseil élargi et plus efficace. Nous espérons que cela sera fait en 1995, année qui marquera le cinquantième anniversaire de la fondation de l'ONU.

Pour terminer, je tiens à exprimer notre gratitude à tous les Etats membres du Conseil de sécurité pour leur contribution importante au service de la paix et de la sécurité internationales. Nous espérons sincèrement que ces Etats, et en particulier les membres permanents du Conseil, contribueront à adapter le rôle et l'action du Conseil aux nouvelles réalités mondiales. Tous les Membres de l'organisation internationale, grands et petits, doivent respecter les résolutions du Conseil pour instaurer un environnement international caractérisé par la coexistence, la stabilité et la paix, et créer ainsi un nouvel ordre mondial plus juste et plus équitable, et compatible avec les intérêts communs de toute l'humanité.

M. LI Zhaoxing (Chine) (*interprétation du chinois*) : En 1945, les pères fondateurs de l'ONU ont solennellement signé la Charte des Nations Unies à San Francisco. Au cours des 48 années qui se sont écoulées depuis lors, cette organisation intergouvernementale, qui est la plus représentative, a affronté vents et marées.

Pendant près d'un demi-siècle, l'ONU a déployé des efforts inlassables pour atteindre les objectifs consacrés dans les buts et principes de la Charte, soit le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion de la prospérité et du développement de toute l'humanité. Malgré de nombreux échecs, elle a accompli, à cet égard, des réalisations marquantes.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus le même qu'hier. L'ONU elle-même a connu d'énormes changements, et, alors qu'elle regroupait 51 Etats lors de sa fondation, elle en compte actuellement 184, dont la plupart sont des pays en développement. Avec son statut prépondérant dans les affaires internationales, l'ONU joue un rôle de plus en plus important.

La question commune que doivent maintenant affronter tous les Etats Membres de l'ONU est de savoir de quelle façon l'ONU, si elle veut relever les défis qui ont surgi de la situation nouvelle et changeante, peut jouer un rôle plus constructif dans les affaires internationales, mieux s'acquitter des responsabilités qui lui ont été conférées par la Charte et ainsi contribuer à l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique international.

La délégation chinoise se félicite que l'Assemblée générale examine la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, et elle accorde de l'importance à l'examen de cette question. Le Gouvernement chinois a déjà formulé ses observations dans le cadre de la résolution 47/62 de l'Assemblée générale. Nous sommes disposés à poursuivre la discussion et l'échange de vues avec d'autres délégations à ce sujet.

L'augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité non seulement correspond au vœu clair et à la demande légitime de l'immense majorité des Etats Membres de l'ONU, et notamment des pays en développement, mais est aussi rendue nécessaire par les changements survenus tant dans le monde qu'à l'ONU même. La délégation chinoise est favorable à un élargissement approprié et opportun du Conseil de sécurité pour que, doté d'une représentation accrue, il puisse mieux s'adapter au monde changeant et traiter des principales questions mondiales d'une manière plus active, plus équilibrée, plus équitable et plus efficace. Dans l'élargissement du Conseil de sécurité, il faut donc examiner comme il convient le principe de la répartition géographique équitable et accorder une attention particulière au fait que l'immense majorité des Etats Membres de l'ONU est constituée de pays en développement.

Outre celle de l'élargissement du Conseil de sécurité, des questions telles que comment assurer une plus grande transparence des travaux du Conseil et comment identifier les Membres de l'ONU avec les décisions prises par le Conseil retiennent également l'intérêt de plusieurs pays.

En vertu des dispositions pertinentes de la Charte, le Conseil de sécurité agit au nom de tous les Etats Membres de l'ONU en s'acquittant de ses tâches relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans ses décisions, le Conseil doit refléter la volonté collective et les aspirations communes de tous les Etats Membres ainsi que la responsabilité qu'il assume envers eux. Il est donc extrêmement important que le Conseil adopte des mesures appropriées pour augmenter la transparence de ses travaux et renforcer ses liens avec les Etats Membres. La délégation chinoise souhaite que le Conseil poursuive ses efforts en ce sens. Dans une optique à long terme, une telle pratique contribuera à accroître l'efficacité du Conseil ainsi que l'autorité et l'efficacité de sa prise de décisions.

Tous les Etats Membres de l'ONU souhaitent que le Conseil, en élargissant sa composition et en prenant d'autres mesures connexes, améliorera sa représentation et s'acquittera de manière plus satisfaisante des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte, conformément aux buts et principes de la Charte. A ce sujet, la délégation chinoise estime comme de nombreux autres pays qu'aucune mesure de réforme ne doit affaiblir ou gêner le rôle efficace et le mécanisme viable dont dispose le Conseil.

Par ailleurs, nous estimons que l'élargissement du Conseil et la manière dont il sera effectué auront une incidence directe sur la paix et la sécurité mondiales ainsi que sur les intérêts fondamentaux des Etats Membres. Une solution appropriée ne peut être trouvée qu'une fois qu'il aura été demandé aux Etats Membres, et notamment aux Etats petits et moyens, de faire connaître leurs vues sur une

variété de questions, et ce, sur la base d'une acceptation consensuelle par tous les Etats Membres. La délégation chinoise est donc pour la création d'un groupe de travail au sein duquel tous les Etats Membres participeraient à la discussion sur l'élargissement du Conseil et sur d'autres questions connexes.

L'ONU se trouve maintenant à un moment de transition historique. La délégation chinoise espère sincèrement que, avec la coopération et les efforts concertés de tous les Etats Membres, l'ONU deviendra une organisation internationale meilleure, plus efficace et plus fiable.

M. Hayes (Irlande) (*interprétation de l'anglais*) :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'Irlande a abordé la question de la réforme du Conseil de sécurité dans la déclaration qu'il a prononcée lors du débat général à la présente session, tout comme, d'ailleurs, son prédécesseur au Ministère des affaires étrangères l'avait fait à la quarante-septième session. Ma délégation a aussi pris la parole à ce sujet devant le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du renforcement du rôle de l'Organisation, le 5 mars dernier. Dans le cadre de la présente déclaration, je n'ajouterai guère à la teneur de ces contributions. Je vais chercher au contraire à axer notre position plus étroitement sur les négociations — qui étaient alors prévues et qui sont maintenant, je l'espère, imminentes — au sein d'un groupe de travail ayant reçu un mandat approprié.

Je commencerai par évoquer les Articles 24 et 25 de la Charte. Au paragraphe 1 de l'Article 24, les Etats Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom. En vertu de l'Article 25, les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité.

Ces dispositions constituent un transfert de pouvoir volontaire sans précédent de la part des Etats Membres fondateurs, qui a depuis été accepté par les Etats, dont l'Irlande, qui sont ultérieurement devenus Membres de l'ONU. Nous croyons que, en procédant à ce transfert de pouvoir, les Etats Membres, c'est-à-dire tant les Etats fondateurs que ceux qui ont adhéré à l'ONU par la suite, se fondaient sur trois principes essentiels : premièrement, la reconnaissance du fait que seul un organisme de taille limitée peut agir avec la rapidité et l'efficacité nécessaires, deuxièmement, la satisfaction tirée du fait que sa composition le rendrait adéquatement représentatif de l'ensemble des Membres de l'ONU, et, troisièmement, l'assurance que compte tenu du respect de ces deux premiers principes, son action refléterait la volonté de l'ensemble des Membres. Par définition, nous croyons que l'autorité du Conseil de

sécurité, qui découle juridiquement des Articles 24 et 25 de la Charte, repose en dernière analyse sur la façon dont les Etats Membres perçoivent son caractère légitime, qui à son tour, se fonde sur ces trois hypothèses.

Il est devenu un cliché de dire — et c'est donc vrai — que le monde géopolitique a totalement changé, notamment ces dernières années, et que le Conseil de sécurité doit donc pouvoir fonctionner de la façon prévue par les auteurs de la Charte. Le Conseil doit aussi faire face à des menaces multiples et variées à la paix et à la sécurité internationales. Le souci de l'équiper, pour qu'il soit en mesure de traiter efficacement des sortes de problèmes qui se posent à lui actuellement et qui, malheureusement, continueront probablement de se poser au XXI^e siècle, est certainement ce qui est à la base de ce mouvement qui a pris de plus en plus de vigueur, particulièrement au cours de ces deux dernières années, qui tend à examiner s'il faut apporter des réformes au Conseil et la manière de s'y prendre. De l'avis de ma délégation, le souci majeur doit être d'agir afin de ne pas porter préjudice à cette perception de légitimité sur laquelle repose finalement l'autorité du Conseil.

Il y a donc quelques considérations dont ma délégation tiendra compte dans les négociations à venir. La composition du Conseil de sécurité doit être adaptée pour tenir compte de la sérieuse augmentation du nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies — presque universelle maintenant —, et des changements intervenus dans les centres de pouvoir politique et économique depuis 1945. Il semble improbable que cela soit réalisable sans un élargissement quelconque, qui soulèvera d'autres questions difficiles, y compris d'importantes questions de procédure.

En outre, la capacité du Conseil de sécurité d'agir efficacement et rapidement doit être préservée, ce qui a des incidences aussi bien sur le nombre des membres du Conseil que sur ses procédures. Et le Conseil de sécurité doit agir, comme il convient, conformément aux buts et principes de la Charte, mais il doit être également perçu comme agissant. Nous devons donc voir comment réaliser cette transparence de façon constante. Ma délégation reconnaît que, bien que ces considérations semblent relativement claires et simples, leur application aux questions détaillées qui se poseront ne sera pas toujours aisée.

M. Martini Herrera (Guatemala), Vice-Président, assume la présidence.

L'objectif inaltérable de ma délégation dans les négociations que nous sommes sur le point d'entamer sera de veiller à ce qu'il y ait toujours une relation entre le Conseil de sécurité et les Membres de l'Organisation des Nations Unies en général afin qu'ils puissent sans cesse partager un objectif commun. Nos positions seront avant tout adaptées à

cet objectif. Nous avons l'intention de jouer un rôle actif et constructif dans ces négociations. Quelle réalisation ce serait pour nous tous et quel encouragement pour l'image publique de l'ONU si nos négociations se soldaient par un accord en temps voulu pour le cinquantième anniversaire.

M. Butler (Australie) (*interprétation de l'anglais*) :

Ce débat est très important, du fait que l'Organisation des Nations Unies est en période de transition. Nous avons affaire à un "nouveau monde", mais ce n'est pas encore un "ordre". Depuis la fin de la guerre froide, il y a quatre ans, l'ONU s'est embarquée dans de nouvelles opérations de maintien de la paix, de rétablissement de la paix, d'imposition de la paix, de consolidation de la paix dont le nombre dépasse celui des opérations qu'elle avait entreprises au cours des 43 années précédentes. Nous sommes en train de passer du système dans lequel nous avons été figés pendant toutes ces années, et nous devons concevoir le lieu où nous allons atterrir.

Dans son livre *Co-operating for Peace*, qui a été distribué à l'Assemblée le 27 septembre, le sénateur Gareth Evans, Ministre des affaires étrangères de l'Australie, déclare qu'une grande réforme est nécessaire dans le domaine du "maintien de la paix et de la sécurité internationales" et que le but de cette réforme devrait être de remplacer les notions passées de "sécurité collective" et de "sécurité commune" par la notion de "sécurité coopérative". Ce n'est que par un acte sans précédent de coopération internationale que nous survivrons à ce passage de l'ancien au nouveau et que nous pourrons atterrir en toute sécurité. Un Conseil de sécurité conçu de façon nouvelle fait partie intégrante de ce passage nécessaire de l'ancien au nouveau.

Dans ma déclaration d'aujourd'hui, je vais faire connaître le point de vue de l'Australie sur la meilleure façon d'aborder ce changement. Ce faisant, je voudrais d'emblée dire clairement qu'un grand débat va avoir lieu, que nous y participerons, en coopération avec les autres, et que nous le ferons avec un esprit ouvert. Naturellement, nous espérons que cette approche caractérisera le débat — un esprit ouvert et la volonté d'arriver à un résultat favorable aux intérêts de la communauté internationale tout entière.

Trois questions principales se posent : "Pourquoi le faire?", "Que devons-nous faire?", et "Comment procéder?"

La première question, "Pourquoi le faire?", n'émane pas de nous car des doutes subsistent à son égard. Il est tout à fait clair que l'Assemblée reconnaît dans son ensemble que le Conseil de sécurité doit changer. Antérieurement, il a été dit "S'il n'est pas cassé, pourquoi le réparer?" C'est peut-être la sagesse populaire, mais, en fait, c'est un point de vue

erroné car il laisse entendre qu'il faut attendre que quelque chose se casse avant d'agir.

L'Australie ne dit pas que le Conseil de sécurité est cassé, mais elle est convaincue, comme beaucoup d'autres, qu'il faut changer le Conseil avant qu'il ne tombe en panne. Que le Conseil de sécurité connaisse des difficultés, nous en avons de nombreuses illustrations. En voici simplement un exemple : de 1948 à 1987 le Conseil a adopté 15 résolutions en vertu du Chapitre VII de la Charte, alors que le chiffre correspondant pour la période allant de 1990 à aujourd'hui est de 58.

Nous devons avoir une idée claire de la raison qui nous a poussés à entreprendre un exercice aussi important que celui-ci, ce qui nous permettra de continuer de nous concentrer sur les questions principales et non pas sur les questions périphériques. Il n'y a qu'une vérité : non seulement faut-il faire ce que l'on doit, mais faut-il être certain de le faire pour le bon motif.

Dans ce contexte, il importe particulièrement de se pencher sur l'Article 25 de la Charte. En termes politiques et juridiques il signifie que, les décisions du Conseil étant contraignantes pour tous les Etats Membres, il est indispensable que, dans la mesure du possible, toutes les décisions du Conseil recueillent un soutien très large, voire consensuel, de l'ensemble des membres et pas seulement d'une majorité des membres du Conseil, ou de tous ou de quelques-uns des membres permanents. Ces derniers détiennent des pouvoirs particuliers qui leur sont conférés en vertu de la Charte, mais nous avons tous les mêmes obligations et les mêmes responsabilités.

L'un des meilleurs moyens de renforcer l'appui consensuel qui est apporté à ses décisions est de rendre le Conseil plus représentatif. Bien que la Charte cite nommément plusieurs Etats en tant que membres permanents, les autres membres du Conseil sont élus par l'Assemblée générale — l'organe universel — et c'est pourquoi ainsi que pour d'autres raisons qui se trouvent dans la Charte le Conseil de sécurité est en grande partie un organe représentatif dérivé de l'Assemblée générale. En outre, il a des responsabilités clairement définies envers l'Assemblée et envers l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Etant donné que le nombre général de membres s'est accru et que la composition du Conseil reste statique depuis 28 ans, le caractère représentatif du Conseil a clairement décliné, et beaucoup font remarquer que ce déclin ne se mesure pas seulement en proportions arithmétiques.

De nombreux autres arguments ont été avancés en faveur d'une réforme — en fait d'une réforme urgente — du Conseil. Mais pour l'Australie, l'une des raisons les plus

importantes de cette réforme est la nécessité de voir les décisions du Conseil recueillir un soutien consensuel et il convient pour ce faire de rétablir son caractère représentatif par rapport à l'ensemble des membres.

La seconde question — Que devons-nous faire? — est celle qui, cela est déjà évident, suscitera des opinions très variées et de nombreuses discussions. La position de l'Australie à ce sujet repose sur une préoccupation fondamentale : nous devons veiller à ce que le nouveau Conseil soit efficace. Changer pour changer n'aurait aucun sens si cela devait mener à une situation où un nouveau Conseil serait moins en mesure de s'acquitter de ses lourdes responsabilités que le Conseil actuel.

Pour obtenir un Conseil efficace il faudra élargir sa composition de telle sorte qu'il soit plus représentatif du caractère universel de l'Organisation qu'il ne l'est actuellement. Dans l'élargissement de sa composition, il faudra prendre en compte les critères énoncés à l'Article 23 de la Charte, en gardant peut-être à l'esprit en particulier le troisième d'entre eux, à savoir la répartition géographique équitable. L'élargissement devra rester dans des limites numériques strictes, car, comme on le reconnaît généralement, au-delà d'un certain nombre de membres il serait extrêmement difficile au Conseil de fonctionner efficacement, simplement à cause de la dynamique inhérente à des organes qui ont, disons, plus de 25 membres. En vérité, un chiffre qui se situerait autour de 20 serait encore plus efficace. Enfin, il ne sera pas plus difficile de prendre des décisions que ce n'est le cas à l'heure actuelle. C'est pourquoi, dans sa réponse à la demande d'opinions que le Secrétaire général avait adressée aux Etats Membres, l'Australie a déclaré qu'il ne fallait pas étendre le droit de veto, même si le nombre de membres permanents du Conseil devait être augmenté. Dans ce contexte, notre réponse indiquait que :

“La modification de la composition du Conseil doit absolument aller de pair avec une révision parallèle des modes de décision qui s'appliqueraient alors à un Conseil élargi.” (A/48/264, par. 3 b), p. 9)

Je n'ai pas de meilleur moyen de résumer la position de l'Australie sur la question de savoir pourquoi le Conseil doit être réformé, et la façon dont il doit l'être, que de me référer une fois encore au livre du sénateur Evans, *Co-operating for Peace*, dans lequel il déclare :

“On accorde une attention croissante à la représentativité du Conseil... L'efficacité de ses décisions dépend, en dernier ressort, de l'étendue du soutien international, qui sera à son tour influencé par la mesure dans laquelle on estime que le Conseil représente de façon satisfaisante l'ensemble des Membres de

l'Organisation des Nations Unies et reflète les réalités du pouvoir global et régional. Pour rester légitime, le Conseil doit être perçu comme ayant une portée globale et comme étant prêt à se tourner vers les conflits et les menaces à la paix et à la sécurité internationales chaque fois que la situation l'exigera et non pas pour répondre aux diktats des intérêts nationaux de membres individuels du Conseil... La réforme du Conseil de sécurité doit porter non seulement sur la question de la représentativité mais aussi sur la nécessité d'améliorer les procédures des prises de décisions.”

Je passe maintenant à la troisième question : Comment parviendrons-nous à cette réforme? Selon nous, il y a trois réponses principales. Premièrement, nous devons créer un groupe de travail ouvert à tous les membres de l'Assemblée générale, au sein duquel nous discuterons ouvertement et complètement de toutes les questions en jeu — composition, mode de prise de décisions, efficacité et responsabilité envers l'ensemble de la communauté des Nations Unies.

Deuxièmement, nous devons travailler énergiquement et rapidement. Un rapport devrait être disponible d'ici à la fin de la quarante-huitième session afin que nous puissions avancer en 1995 en vue de réunir un consensus d'ici au cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Il ne s'agit pas là d'une date limite arbitraire ou inatteignable. Le besoin de réforme est urgent. Les changements du monde actuel l'exigent, et il ne faut pas s'attendre dans les années à venir à voir ces exigences diminuer. L'obtention d'un consensus d'ici à 1995 pourrait — je dis bien pourrait — vouloir dire que le nouveau Conseil deviendrait opérationnel deux ou trois ans seulement après cette date, étant donné le temps qu'exigera la ratification des modifications apportées à la Charte. Aussi la question est-elle de savoir si nous pouvons nous permettre d'aller moins vite. Nous pensons que non.

Troisièmement, avec tout ce que nous avons déjà dit dans cette intervention au sujet de la nécessité de voir les décisions du Conseil reposer sur une base solide de consensus, nous devons veiller à ce que notre décision de réformer le Conseil repose elle-même sur ce même fondement. Le consensus doit être la règle dans tous les cas intéressant le groupe de travail.

Telles sont les positions de l'Australie sur ce qui nous semble être les trois questions principales ou catégories de questions en jeu dans le travail historique que nous sommes sur le point d'entreprendre — le travail de réforme de l'organe de l'Organisation des Nations Unies qui a la responsabilité unique du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Mais il existe deux préoccupations connexes qu'il ne faut pas ignorer alors que nous passons en revue le Conseil même. Il s'agit du rapport du Conseil avec les autres organes de l'ONU, en particulier l'Assemblée générale, et de la nécessité qui existe pour nous de travailler avec une définition plus précise que celle dont nous avons disposée dans le passé de ce qui constitue une menace à la paix et à la sécurité.

Les rapports entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont été marqués par un manque de respect mutuel qui a nui à l'efficacité de l'Organisation. Cela a conduit à un transfert d'information insuffisant entre les deux organes et a naturellement causé des ressentiments inutiles et préjudiciables. Cette situation ne correspond pas aux rapports entre les deux organes tels qu'ils avaient été envisagés à San Francisco et énoncés dans la Charte.

Les moyens d'améliorer les consultations et le transfert d'information entre les deux organes peuvent être trouvés, et doivent l'être. Des systèmes de coopération entre eux peuvent être facilement créés — par exemple, le Conseil de sécurité pourrait créer des comités sur des questions comme le maintien de la paix, les contributions en troupes ou la prévention des conflits, auxquels des Etats non membres du Conseil pourraient participer.

Le Conseil pourrait également s'inspirer davantage de ce qui a été dit — et dit avec vigueur — ces dernières années à l'Assemblée générale, concernant la nature, la pertinence et la qualité du rapport qu'il présente à l'Assemblée générale. Le Conseil devrait également s'efforcer davantage de tenir compte sérieusement — et non pas seulement conceptuellement — des vues exprimées par l'Assemblée. Dans ce contexte, il faudrait éviter de s'abriter derrière l'Article 12 de la Charte.

Du côté de l'Assemblée, il a été dit à juste titre que si ses vues et ses demandes doivent être plus sérieusement prises en compte à l'avenir, elle devrait envisager de formuler ses positions en accordant plus d'attention aux considérations pratiques qu'aux préoccupations idéologiques, en d'autres termes, en insistant davantage sur un esprit de coopération pour la paix que cela n'a été le cas dans le passé. La fin de la bipolarité dans la politique mondiale devrait faciliter l'adoption d'une telle position par l'Assemblée.

A cet égard, la question fondamentale qui se pose, et qui est au centre du rôle confié au Conseil de sécurité par la Charte, est celle de savoir ce qui constitue une "menace à la paix et à la sécurité internationales". La Charte définit, dans une large mesure, cette notion en termes de souveraineté, d'intégrité, d'inviolabilité des Etats et en termes de recours

à la menace ou à l'emploi de la force — y compris par les Nations Unies.

D'aucuns ont dit que, naturellement, cette définition, qui date de la fin de la seconde guerre mondiale, était largement basée sur les menaces militaires à la sécurité. Mais compte tenu des réalités dans le monde d'aujourd'hui et dans un avenir prévisible, pour la plupart des peuples et non les Etats — mais très souvent y compris les Etats — les menaces les plus évidentes à la sécurité sont d'ordre non militaires ou englobent un mélange d'éléments non militaires et militaires plutôt que des agressions caractérisées ou classiques ou de simples menaces militaires à la sécurité. C'est pourquoi dans la déclaration qu'il a publiée à l'issue de sa réunion au sommet de janvier 1992, le Conseil de sécurité a notamment fait observer :

"L'absence de guerre et de conflits armés ne garantit pas à elle seule la paix et la sécurité internationales. D'autres menaces de nature non militaire à la paix et à la sécurité trouvent leur source dans l'instabilité qui existe dans les domaines économique, social, humanitaire et écologique." (S/23500, p. 3)

L'Australie partage cet avis et est fermement convaincue qu'à l'avenir il conviendra d'œuvrer de plus en plus en nous fondant sur une définition plus structurée des menaces à la paix et à la sécurité. Il serait alors possible de traiter des menaces réelles qui pèsent sur tant de peuples, ce qui nous amènerait à réorienter en conséquence l'attention, l'énergie et les ressources du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres organes et institutions du système des Nations Unies.

En ce qui concerne ce dernier, je soulignerai que la Charte prévoit à juste titre un lien important entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social, et que l'Article 65 établit entre les deux organes une relation créative dont le potentiel a été méconnu pendant la période de la guerre froide. Des propositions ont déjà été faites pour raviver cette relation. Elles devraient être menées à bien.

Dans le même contexte, une plus grande attention doit porter sur l'application de l'Article 55 de la Charte, qui reconnaît le lien positif existant entre le bien-être économique et social et la création de

"conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales..."

L'Article 56 de la Charte demande à tous les Membres de s'engager — il s'agit bien d'un engagement — d'agir en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55.

Enfin, j'en viens à une question que mon gouvernement juge fondamentale. Nous avons gravement négligé l'action préventive des Nations Unies. Cette partie de notre mission a été la victime la plus évidente, sinon de fait la victime prééminente de la guerre froide. Le système mis en place par la Charte comprend un Secrétaire général, qui est habilité à présenter au Conseil ses perspectives, ses préoccupations et ses recommandations; l'Assemblée générale qui se compose des nations conscientes des problèmes qui surgissent dans le monde et qui s'en inquiètent; le Conseil de sécurité, doté du pouvoir unique de prendre des décisions et de mobiliser des ressources. Tous ces dispositifs qui sont inscrits dans la Charte auraient dû être largement et énergiquement utilisés pour déceler les problèmes et les différends avant qu'ils ne dégénèrent en conflits armés et pour recommander et formuler plus tôt que plus tard des solutions à leur égard. En cette ère de l'information, il faut ajouter à ces dispositifs énoncés dans la Charte, le développement spectaculaire des sources d'information basées sur les médias et sur la technologie qui nous permettent de connaître des problèmes dès qu'ils surgissent, dans une mesure simplement inconcevable il y a 10 ans.

Alors que nous revoyons la composition du Conseil de sécurité, veillons à ce qu'il puisse s'acquitter de sa mission traditionnelle de façon efficace et représentative et prendre des décisions susceptibles de susciter un vaste consensus dans la communauté mondiale. Mais faisons-en aussi un lieu moderne, un lieu où la notion de menace à la paix et à la sécurité tienne compte de la réalité, tant pour ce qui est des événements qui ont frappé la plupart des gens que pour ce qui caractérise notre monde contemporain et prévisible. Orientons-le et dotons-le autant que possible, des moyens qui lui permettront de prévenir les conflits et lui éviteront aussi d'avoir à les guérir.

Pour terminer, je répète que nous sommes en transit. Nous irons vers un monde meilleur si nous le dotons d'un Conseil de sécurité adapté aux circonstances présentes et futures et non à celles du passé.

M. Elaraby (Egypte) (*interprétation de l'anglais*) :

Ces dernières années ont été marquées par des changements rapides, dont les répercussions se feront longtemps sentir. En conséquence, la forme et la substance de notre monde contemporain ont radicalement changé. Ces changements ont créé des possibilités de coopération, tout en posant aux Nations Unies de nouvelles gageures.

Pour que l'Organisation des Nations Unies s'adapte avec succès à ces changements rapides et croissants, un réexamen approfondi de ses principaux organes est devenu impératif. Ainsi, une approche objective et fonctionnelle vers la recherche d'une amélioration et d'une réforme devrait être adoptée sans retard.

Le Conseil de sécurité est l'organe auquel est conférée la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il doit en conséquence être le principal objet de réforme. Il faut rappeler que, lorsque le Conseil de sécurité a été paralysé par l'affrontement idéologique de la guerre froide, un principe fondamental de la Charte s'est effondré et que tout le système des Nations Unies en a pâti. L'Organisation des Nations Unies, créée pour être orientée vers l'action, s'est retrouvée impuissante face à de graves atteintes à la paix, voire paralysée lorsque des agressions flagrantes étaient commises.

Aujourd'hui, les structures mondiales du pouvoir et la nature des relations entre Etats augurent bien d'une Organisation des Nations Unies plus responsable. Pourtant, cette situation pourrait nous amener à faire face à un Conseil de sécurité plus puissant; cela est un sujet que les Membres de l'ONU doivent soigneusement examiner.

La Charte prévoit certains mécanismes d'équilibre qu'il convient de toujours respecter. Dans le monde contemporain, il est de bon ton de qualifier d'anachronique la notion de souveraineté absolue. Cette affirmation vaut nécessairement pour tout. Comme le stipule le paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte, le Conseil agit au nom de tous les Etats Membres. Il est donc responsable devant les Etats Membres et devant l'Assemblée générale. L'exercice par le Conseil de vastes pouvoirs sans précédent n'est pas illimité. Il peut, si le besoin s'en fait sentir, être revu par la Cour internationale de Justice pour veiller à ce que le droit et la justice continuent à primer.

L'Assemblée générale a entamé le processus de réexamen et adopté la résolution 47/62, où elle reconnaît que la situation internationale a changé et où elle estime qu'il faut poursuivre le processus de revitalisation et de restructuration du système des Nations Unies. Le rapport (A/48/264) préparé par le Secrétaire général conformément à la résolution susmentionnée montre clairement que l'écrasante majorité des Etats Membres appuient les efforts visant le réexamen, l'extension et la réforme du Conseil de sécurité. Il existe maintenant un large accord sur la nécessité de renforcer les aspects démocratiques de la composition et des méthodes de travail du Conseil de sécurité, a fortiori au vu des récents événements qui ont clairement confirmé le rôle fondamental que joue le Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'Egypte estime dès lors que la représentation équitable au Conseil de sécurité et l'accroissement du nombre de ses membres est un élément intégral de l'ensemble des efforts qui sont faits pour améliorer et rehausser l'aptitude du Conseil à s'acquitter des responsabilités que lui confère la Charte.

Nous croyons que l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité est essentielle pour entamer le processus de renforcement du Conseil. Cependant, cela doit être fait sans porter préjudice à l'efficacité du Conseil et en faisant ressortir à la fois la nature et la portée du nouvel équilibre des forces ainsi que l'importance des puissances régionales en temps que principaux protagonistes internationaux, restant entendu qu'il convient, dans ce contexte, de tenir dûment compte des intérêts des pays en développement. Il ne faut jamais oublier qu'un Conseil élargi, doté d'une représentation plus équitable, serait certainement plus souple et plus crédible.

Il convient donc de reconsidérer la composition du Conseil compte dûment tenu de l'augmentation du nombre des Membres des Nations Unies et des réalités du pouvoir structurel international et régional. A cette fin l'Egypte, répondant à l'invitation adressée par le Secrétaire général aux gouvernements pour qu'ils lui soumettent leurs observations, propose ce qui suit :

“Etant donné la récente évolution de la scène mondiale, il serait bon de concevoir une nouvelle catégorie de membres du Conseil de sécurité qui tiendrait compte des réalités régionales actuelles. Il faudrait créer un groupe intermédiaire entre les membres permanents et non permanents. Une possibilité serait d'attribuer à chaque région un ou plusieurs sièges sans droit de veto qui serait occupé à tour de rôle par les grandes puissances de cette région. Dans ces conditions, il faudrait prendre dûment en considération — conformément aux dispositions de l'Article 23 de la Charte - la contribution des Membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et la participation aux opérations de maintien de la paix, auxquelles les pays en développement fournissent un concours substantiel et dans lesquelles ils prennent des responsabilités croissantes.” (A/48/264/Add.2, p. 2 et 3)

La création d'un groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la composition du Conseil de sécurité nous paraît manifestement un pas dans la bonne direction. Selon nous, ce groupe de travail devrait étudier toutes les questions liées au fonctionnement du Conseil de sécurité. Le programme du groupe de travail devrait prévoir un examen d'ensemble de la pratique, des méthodes et de la procédure du Conseil, de même que de ses relations avec l'Assemblée générale et avec les autres organes principaux créés par la Charte, pour faire en sorte que le processus de prise des décisions soit le plus efficace, le plus démocratique et le plus transparent possible.

Un projet de résolution sur cette question a été négocié entre un grand nombre d'Etats représentant toutes les régions. Je tiens à remercier les délégations de Singapour et de l'Inde du rôle de chefs de file qu'elles ont admirablement joué à cet égard. La version définitive du projet est le résultat d'un compromis dûment équilibré. Des formules générales ont été employées lorsqu'il est apparu impossible d'énoncer une intention véritable. Une chose est toutefois claire. Dans le projet, l'Assemblée précise qu'il importe que le groupe de travail soit conscient qu'il doit parvenir à un accord général. Nous convenons que sur une question aussi délicate toutes les délégations doivent s'efforcer de parvenir à un accord général. Toutefois, il ne faut pas chercher à conférer à une délégation quelconque, ou à plusieurs délégations, un droit de veto pour contrecarrer le travail. Il convient de souligner également que dans la recherche d'un accord général, il faut se limiter au produit final de nos travaux et non pas s'étendre aux diverses phases du processus de travail.

Je voudrais féliciter le Président de l'Assemblée générale d'avoir pris l'initiative à cet égard et réitérer l'intention de ma délégation de participer activement aux discussions du groupe de travail, qui espérons-nous, saura mener à bien ses travaux avant la fin de la présente session de l'Assemblée générale pour permettre à la prochaine session de l'Assemblée d'entreprendre le processus voulu de ratification des amendements à la Charte, dès que possible et comme le prévoit son Article 108.

Pour terminer, j'ajouterai qu'en fin de compte l'objectif initial de la Charte a été modifié. De nombreux principes de la Charte se sont révélés peu réalistes et ont été tacitement abandonnés. Des tendances et des principes nouveaux sont apparus, qui peu à peu ont été acceptés. Les lacunes des Nations Unies qui ont été publiées sur les toits doivent être examinées conjointement et des mesures doivent être prises afin de rendre le système plus efficace. L'interaction entre tendances et principes naissants pourrait créer les conditions propices à la mise en place d'une Organisation des Nations Unies à l'efficacité et à la réactivité améliorées.

M. Graf Zu Rantzau (Allemagne) (*interprétation de l'anglais*) :

La Charte des Nations Unies confère au Conseil la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et celle d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation des Nations Unies. Il est donc essentiel que le Conseil de sécurité jouisse de la plus grande crédibilité possible. Mon gouvernement convient avec la majorité écrasante des Etats Membres que la nouvelle situation internationale et l'augmentation constante du nombre de

Membres de l'Organisation des Nations Unies exigent une révision du nombre actuel de membres du Conseil de sécurité.

Depuis plusieurs années, cette question fait l'objet de discussions toujours plus animées au sein des Nations Unies. Dans sa résolution 47/62, qui a été adoptée sur l'initiative de l'Inde en 1992, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à soumettre des observations écrites sur une éventuelle révision de la composition du Conseil de sécurité et, partant, de créer une base permettant d'engager de nouvelles discussions. Soixante-quinze Membres ont, dans l'intervalle, donné suite à la demande du Secrétaire général en lui communiquant leurs observations. Le large nombre de réponses et leur contenu prouvent qu'il est nécessaire de traiter cette question dans son ensemble. Le Secrétaire général, dans son rapport de septembre 1993 sur l'activité de l'Organisation, a déclaré que "des propositions méritant d'être sérieusement étudiées ont maintenant été présentées" (A/48/1, par. 40).

A cette étape, je voudrais citer ce qui suit de la déclaration faite le 29 septembre par le Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale :

"Les décisions les plus importantes en matière de sécurité et de paix sont prises aujourd'hui par le Conseil de sécurité. C'est ce que prévoyait la Charte dès son origine. Quiconque souhaite l'avènement de la paix doit renforcer le Conseil de sécurité.

Dans sa réponse à la demande formulée par le Secrétaire général, le Gouvernement fédéral a déclaré que efficacité et crédibilité revêtent la même importance en ce qui concerne la composition future du Conseil de sécurité.

L'Allemagne est prête à assumer les responsabilités qui lui incomberaient en tant que membre permanent du Conseil de sécurité... Nous ne serons toutefois à même de maintenir et de renforcer la crédibilité du Conseil que si, lors des discussions qui auront lieu sur sa réforme, nous tenons également compte de l'importance croissante du tiers monde." (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, séances plénières, 8e séance, p. 18*)

Afin de trouver une réponse à la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, nous appuyons fermement la création d'un groupe de travail à composition non limitée et, en même temps, nous nous engageons à apporter une participation constructive aux travaux de ce groupe en vue

de renforcer l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble. Je réserve mes observations détaillées aux délibérations de ce groupe.

Pour terminer, je me permettrai de souligner qu'il nous semble que le cinquantième anniversaire de l'Organisation, en 1995, pourrait servir d'orientation aux délibérations de ce groupe de travail.

M. Burcuoglu (Turquie) (*interprétation de l'anglais*) : Le cadre et le fond des relations internationales ont connu des changements profonds ces dernières années. Et, pourtant, la création d'un ordre international nouveau et souhaitable continue d'être la tâche la plus ambitieuse de notre époque. Les moments cruciaux de l'histoire que nous traversons commandent la réflexion et des mesures positives. La communauté internationale ne devrait pas assister passivement aux changements mais elle devrait créer des mécanismes appropriés permettant de régler leur orientation.

A cet égard, il faut axer nos efforts sur le Conseil de sécurité. Aujourd'hui, le prestige et la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies dépendent plus que jamais auparavant de l'efficacité du Conseil de sécurité, dont la responsabilité principale est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La fin de la guerre froide a libéré le Conseil de sécurité des entraves politiques et lui a permis d'assumer un rôle beaucoup plus large. Le nouvel environnement international exige une nouvelle approche du Conseil de sécurité et un réexamen de son rôle. Afin que le Conseil de sécurité puisse s'acquitter plus efficacement de ses responsabilités accrues, il faut renforcer son autorité morale. Cela exigerait que le Conseil de sécurité devienne plus représentatif et réponde aux nouvelles réalités géopolitiques et économiques. En même temps, ses méthodes de travail doivent être revues pour refléter l'esprit de démocratisation. Ainsi, les discussions sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et l'augmentation du nombre de ses membres sont opportunes et devraient aboutir à une restructuration rapide du Conseil.

Ayant pris note des rapports du Secrétaire général contenant les vues de 75 Etats Membres, nous sommes heureux de faire remarquer qu'un large consensus a été dégagé sur les quatre points suivants. Premièrement, l'efficacité du Conseil de sécurité est importante. Deuxièmement, il en est de même de la crédibilité et de l'autorité morale du Conseil. Troisièmement, le nombre des membres du Conseil de sécurité devrait être accru. Quatrièmement, les méthodes de travail du Conseil devraient être révisées et le Conseil devrait se montrer plus transparent et plus démocratique dans ses prises de décisions.

Nous sommes également heureux de noter que certains progrès ont déjà été réalisés dans la transparence. Les mécanismes adoptés par le Conseil de sécurité le 30 juin 1993, et qui sont contenus dans le document S/26015, représentent une étape et un progrès sur la voie de la transparence. Toutefois, davantage peut et doit être fait.

En vertu de l'Article 25 de la Charte, les Etats Membres conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité. D'où le caractère unique du Conseil de sécurité au sein du système des Nations Unies. L'autorité des décisions du Conseil de sécurité tient au fait que le Conseil, conformément à l'Article 24 de la Charte, agit au nom de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi le processus décisionnel du Conseil est de la plus haute importance, et il est essentiel que ses décisions soient conformes aux vues de l'ensemble des Membres.

Le fait que les résolutions du Conseil doivent avoir une base consensuelle appropriée est également inhérent à la lettre et à l'esprit de l'Article 1, paragraphe 4, de la Charte, qui cite l'harmonisation des efforts des nations en tant qu'un des objectifs de l'ONU. En conséquence, la légitimité de l'action du Conseil dépend en définitive du degré de consensus, reflété dans des mécanismes politiques plutôt que dans des concepts juridiques. L'absence de mécanismes appropriés de consultation sape donc la légitimité des résolutions du Conseil.

Concrètement, ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est un système de consultation qui permettrait aux Membres en général de participer, si besoin est, aux consultations officieuses du Conseil. C'est pourquoi le nombre croissant d'initiatives prises au titre du Chapitre VII de la Charte et les consultations très limitées tenues sur ce sujet préoccupent beaucoup l'ensemble des Membres. Etant donné que tous les Etats Membres sont tenus de respecter les sanctions imposées par l'ONU, les pays les plus concernés devraient à tout le moins pouvoir participer pleinement au processus décisionnel.

Malheureusement, la méthode de travail du Conseil consiste actuellement à s'appuyer dans une très large mesure sur les cinq membres permanents et sur des consultations officieuses privées. Il faut que de nouvelles procédures soient mises en place afin de rendre le système plus démocratique, dans l'intérêt des pays non membres. Toutes les parties directement concernées par un différend dont le Conseil est saisi, même si ce sont des Etats non membres, devraient être invitées à prendre part aux délibérations. De même, le Conseil de sécurité devrait tenir plus fréquemment des séances publiques afin de permettre à l'ensemble des Membres de participer aux débats sur les questions les intéressantes.

Comme l'a indiqué le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Hikmet Çetin, dans son allocution devant l'Assemblée générale, le 30 septembre 1993, nous sommes fermement convaincus que :

“... l'élargissement de la composition du Conseil renforcerait son efficacité.” (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, séances plénières, 11e séance, p. 35*)

Mais il ne faut pas que l'élargissement du Conseil se limite uniquement à une augmentation du nombre de ses membres; il conviendrait aussi d'envisager de créer une nouvelle catégorie de sièges qui seraient attribués à des Etats que l'on pourrait qualifier de membres semi-permanents. Ces sièges semi-permanents seraient attribués, par roulement, à un nombre déterminé d'Etats désignés selon des critères objectifs : population, caractère représentatif, situation géopolitique, potentiel économique, contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales et répartition géographique. Nous nous félicitons tout particulièrement de noter qu'un très grand nombre de pays ont fait des propositions semblables concernant la création d'une nouvelle catégorie de sièges et l'application du principe du roulement.

Nous sommes d'avis également que le Conseil de sécurité doit être représentatif sur le plan tant quantitatif que qualitatif. En d'autres termes, nous devons trouver les moyens d'éviter qu'un pays Membre de l'ONU et à forte population ne puisse pas siéger au Conseil pendant une très longue période. Cette possibilité est en contradiction avec le Préambule de la Charte, qui commence par ses mots :

“Nous, peuples des Nations Unies...”

Elle porte également atteinte au caractère représentatif du Conseil.

La démocratisation de la structure du Conseil encouragerait davantage les Etats Membres de l'ONU à participer activement aux travaux du Conseil et créerait un climat moral propice à l'application de ses résolutions. Sinon, le soutien public aux activités du Conseil risquerait de faire défaut.

L'une des tâches les plus urgentes qui nous incombent consiste à instituer un système de contrôle et d'équilibre. En fait, le principe démocratique de la responsabilité étant inhérent à la Charte, ce que nous devons maintenant faire, c'est réactiver ses Articles pertinents. Dans ce contexte, et étant donné que la domination bipolaire du système international appartient désormais au passé, nous estimons que les relations entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale méritent d'être réexaminées.

D'ailleurs, l'Article 15, paragraphe 1, de la Charte stipule que l'Assemblée générale non seulement "recevra" mais "étudiera" aussi les rapports annuels et les rapports spéciaux du Conseil de sécurité. A cet égard, les rapports du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale devraient être plus approfondis, de façon à fournir une base appropriée afin que l'ensemble des Membres "étudient" de façon approfondie les travaux du Conseil.

Il y a suffisamment d'idées créatrices et une forte demande en faveur d'une restructuration rapide du Conseil de sécurité. Nous devons entamer nos travaux le plus rapidement possible. Nous souhaitons être en mesure de mettre en place, par consensus, un groupe de travail à composition non limitée chargé de réformer le Conseil de sécurité. Ce groupe de travail devrait entamer ses travaux sur la base des rapports du Secrétaire général, qui reflètent les opinions de 75 Etats Membres. Les concepts imbriqués d'efficacité, de représentativité, de transparence, de responsabilité, de crédibilité, de légitimité et d'autorité morale devraient guider les délibérations du groupe de travail. Nous devrions avoir pour but d'améliorer tous ces concepts. C'est un défi qu'il nous faut relever.

M. Pibulsonggram (Thaïlande) (*interprétation de l'anglais*) :

Ma délégation se félicite de l'examen, à la présente session de l'Assemblée générale, du point de l'ordre du jour relatif à la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres.

Cette question se voit accorder de plus en plus d'attention à un moment opportun dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies. On ne saurait sous-estimer l'importance que revêtent, dans le contexte actuel, l'ONU et ses institutions. Les Etats Membres s'emploient constamment à revitaliser et à restructurer l'ONU, démontrant par là le rôle de plus en plus fondamental joué par l'ONU en tant que forum multilatéral mondial unique à l'heure actuelle.

Dans l'ère de l'après-guerre froide, la nécessité pour l'ONU d'être ce que ses pères fondateurs souhaitaient qu'elle fût est toujours aussi impérieuse et vitale, et ce d'autant plus qu'il est évident que ce dont le monde a besoin, c'est d'une action collective et résolue. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales et les besoins en matière d'aide humanitaire ont fait de l'ONU le principal mécanisme capable de traduire, avec plus ou moins de succès, la volonté collective de la communauté internationale en résultats tangibles.

L'agent auquel la Charte confie l'autorité d'agir dans ces circonstances est le Conseil de sécurité, mais le souhait que l'ONU soit plus équilibrée et plus représentative dans sa composition se fait de plus en plus ressentir, et cela vise

notamment l'agent le plus important pour ce qui est du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les réponses des Etats Membres à la résolution 47/62 de l'année dernière relative à la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres démontre amplement le souhait constant des membres de l'Assemblée de voir évoluer le processus décisionnel concernant la question de la gestion de la paix et de la sécurité internationales.

C'est animée par la même préoccupation et la même volonté de changement que ma délégation souhaite participer à ce débat. Nous estimons que le dialogue est le premier pas dans tout processus de changement. Partager des préoccupations communes et éviter l'affrontement constituent peut-être le meilleur moyen d'accroître l'efficacité de l'ONU dans le contexte de l'après-guerre froide.

L'ONU et ses organismes pertinents ont subi de nombreux changements; pourtant, le Conseil de sécurité est pratiquement le même depuis 1945. Comme le stipule l'Article 24 de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale a conféré au Conseil de sécurité la responsabilité principale de maintenir la paix et la sécurité et de prendre des initiatives en son nom. Il convient donc de rechercher les vues de l'Assemblée générale. Nous ne cherchons pas à outrepasser le mandat défini par l'Assemblée générale dans l'Article 12 de la Charte des Nations Unies. Cependant, ma délégation estime que notre époque exige une révision d'ensemble du Conseil de sécurité. Qui plus est, la question de la représentation équitable devrait faire partie intégrante de cet examen.

Le Conseil de sécurité a été élargi pour la dernière fois en 1963. Cet élargissement s'est fondé sur l'augmentation substantielle du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies — de 51 Membres en 1954 à 113 en 1963. Maintenant, 30 ans plus tard, il y a 184 Etats Membres. Des changements profonds dans le système international et dans la configuration du pouvoir ainsi que l'accroissement du nombre de Membres sont des raisons valables qui justifient l'examen de tous les aspects de la question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité. L'examen de cette question doit inclure un examen de questions relatives aux méthodes de travail du Conseil de sécurité et à l'évolution du rapport entre le Conseil de sécurité et l'ensemble des Membres de l'ONU. Ma délégation comprend que cela pourrait s'avérer une entreprise de longue haleine. Il est donc d'autant plus urgent de faire dès que possible les premiers pas dans ce sens.

Ma délégation croit fermement que cet examen devrait se fonder sur les principes énoncés à l'Article 23 de la Charte. Nous sommes également prêts à envisager un

accroissement du nombre des membres permanents ou non permanents, ainsi que d'autres catégories de membres. Le rapport du Secrétaire général (A/48/264 et Add.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 et Add.4) peut s'avérer une référence utile et précieuse pour cet examen. Les opinions exprimées au Secrétaire général par les gouvernements seraient aussi d'une grande importance pour nos débats sur ces questions.

Il faut aussi tenir compte d'une question importante, afférente à la réforme du Conseil de sécurité, soit la question du fonctionnement efficace et de la transparence des méthodes de travail du Conseil. Bien que les exigences découlant de divers conflits dans le monde aient amené le Conseil de sécurité à s'acquitter de ses responsabilités rapidement et de façon expéditive, il n'y a pas de substitut à un processus transparent et démocratique reposant sur un large appui de l'ensemble des Membres. Les décisions du Conseil de sécurité doivent être prises ouvertement — et être perçues comme telles — afin de pouvoir rassembler le large appui qui seul peut les rendre efficaces. Une méthode simple mais efficace pour aider à accroître la communication et à améliorer la compréhension des décisions du Conseil serait de créer un lien en nommant un porte-parole — moyen qui pourrait être possible au titre des dispositions de l'Article 12, paragraphe 2 — ou peut-être d'entretenir un contact régulier avec les groupes régionaux.

Ces questions sont étroitement liées et tout à fait pertinentes eu égard à une autre question importante qui ne peut être ignorée : la relation entre le Conseil de sécurité et l'ensemble des Membres — c'est-à-dire l'Assemblée générale. Une communication améliorée entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale aurait vraisemblablement pour effet d'améliorer les relations.

Bien que cette question ne soit pas facile à résoudre, elle n'est pourtant pas insoluble, s'il existe la volonté politique des Etats Membres de coopérer et de trouver, ensemble, une solution réalisable. Nous l'avons fait dans le passé, et nous pouvons faire encore mieux à l'avenir. Pour le cinquantième anniversaire de l'ONU, en 1995, nous devrions certainement avoir pleinement mis en oeuvre la réforme que nous cherchons maintenant à instituer pour le Conseil de sécurité. Dans ce but, la délégation thaïlandaise est disposée à participer activement et elle appuie pleinement les initiatives lancées au titre de ce point important de la plénière de l'Assemblée.

La séance est levée à 13 h 10.
